

L'ENVIRONNEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT



G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminale de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décisionnaires. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

Le monde a radicalement changé depuis 1987 – au niveau social, économique et environnemental.

La population mondiale est passée de 5 milliards à plus de 6,7 milliards. L'économie mondiale s'est développée et est désormais caractérisée par une globalisation croissante. Au niveau mondial, le PIB par habitant (en parité des pouvoirs d'achat) a augmenté de 5 927 dollars en 1987 à 8 162 dollars en 2004. La croissance s'est cependant répartie de façon inégale entre les différentes régions. Les technologies ont également évolué et les habitudes de communication ont été révolutionnées avec la croissance des télécommunications et Internet. La croissance de la population et de l'économie fait peser une demande croissante sur les ressources naturelles.

La Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) a reconnu il y a 20 ans que les questions sociales, économiques et environnementales étaient liées.

Elle a recommandé l'intégration de ces trois aspects à la prise de décision en matière de développement. En définissant le développement durable, la Commission a reconnu le besoin d'équité inter et intra-générationnelle, un développement qui réponde aux besoins de la génération actuelle sans compromettre ceux des générations futures.

L'évolution de certains facteurs, notamment la croissance de la population, les activités économiques et les modes de consommation ont augmenté la pression sur l'environnement. Le développement durable doit toujours faire face à des obstacles graves et persistants.

Les 20 dernières années n'ont connu qu'une intégration limitée de l'environnement dans le processus de prise de décision en matière de développement.

La dégradation de l'environnement gêne le développement et menace le développement futur.

Le développement est un processus qui permet d'améliorer le bien-être des populations. Le développement sur le long terme ne peut être obtenu que par la gestion durable de diverses ressources : financières, matérielles, humaines, sociales et

naturelles. Les ressources naturelles, notamment l'eau, le sol, les plantes et les animaux, constituent un moyen de subsistance pour la population.

La dégradation de l'environnement menace tous les aspects du bien-être humain.

Il a été démontré que la dégradation de l'environnement entraîne des problèmes de santé, parmi lesquels certains types de cancers, des maladies à vecteur, le transfert de maladies de l'animal à l'homme, des déficits nutritionnels et des maladies respiratoires. L'environnement fournit des ressources matérielles essentielles et une base économique pour la vie humaine. La pêche, la forêt ou l'agriculture représentent 50% des emplois au niveau mondial. L'utilisation non durable des ressources naturelles, notamment la terre, l'eau, la forêt et la pêche, peut menacer les emplois individuels ainsi que les économies locales, nationales et internationales. L'environnement peut jouer un rôle significatif pour contribuer au développement et au bien-être des populations.

Assurer un environnement durable, l'objectif du Millénaire pour le développement n°7, est essentiel pour atteindre les autres objectifs du Millénaire.

Les ressources naturelles sont la base de la subsistance pour de nombreuses communautés pauvres. Le capital naturel représente 26% de la richesse des pays à faible revenu. Jusqu'à 20% du total des maladies dans les pays en voie de développement sont liés aux risques environnementaux.

Des progrès vers un développement durable ont été accomplis depuis 1987 lorsque la CMED a émis son rapport *Notre futur commun*.

Le nombre de processus intergouvernementaux liés à l'environnement et au développement a augmenté (par exemple le Sommet de Rio en 1992 et le Sommet mondial sur le développement durable en 2002), et il y a eu une croissance rapide des accords multilatéraux sur l'environnement (par exemple le Protocole de Kyoto et la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants) pour traiter les défis environnementaux.



UN Photos/Milton Grant

Depuis que le rapport de 1987 de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement a été présenté par Gro Harlem Brundtland (ci-dessus), des progrès en faveur du développement durable ont été effectués, mais il reste beaucoup à faire.

Des stratégies de développement durable ont été mises en place au niveau local, national, régional et international. Un nombre croissant d'études scientifiques (par exemple les rapports du Panel intergouvernemental pour les changements climatiques) a favorisé une meilleure compréhension des défis environnementaux.

Malgré certains changements dans la gouvernance environnementale, et une meilleure compréhension des liens entre l'environnement et le développement, la progression vers un développement durable s'effectue lentement.

Les stratégies de développement ignorent souvent le besoin de préserver des écosystèmes dont dépendent les objectifs de développement sur le long terme. L'action a été limitée à certains problèmes, par exemple le changement climatique, les polluants organiques persistants, la gestion de la pêche, les espèces invasives ou l'extinction des espèces.

Des politiques efficaces sont nécessaires à tous les niveaux de gouvernance.

Alors que des solutions classiques continuent à être utilisées, les dirigeants mondiaux doivent aussi traiter les facteurs de changement et les problèmes environnementaux eux-mêmes. Plusieurs outils nés au cours des 20 dernières années peuvent avoir une grande utilité stratégique. Les instruments économiques, tels que les droits de propriété, la création de marchés, les obligations et les dépôts, peuvent contribuer à corriger les défaillances du marché et internaliser les coûts liés à la protection de l'environnement. Des techniques d'évaluation peuvent être utilisées pour mieux comprendre la valeur économique des écosystèmes.

Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminale de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décideurs. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

L'évolution des idées sur le développement a placé le concept de bien-être humain au cœur des débats politiques. **Le bien-être humain est le résultat du développement et il est étroitement lié à l'état de l'environnement.** Déterminer l'impact des changements environnementaux sur le bien-être humain, et montrer l'importance de l'environnement pour le bien-être des populations, figurent parmi les objectifs clés de ce rapport.

Il existe de nombreuses conceptions différentes du bien-être humain. Dans ce rapport, le bien-être est défini **comme la capacité et la possibilité pour les individus de vivre le genre de vie auquel ils tiennent.** L'environnement est apprécié au delà de son rôle comme source de revenu, et son impact sur le bien-être est considéré comme étant multi-dimensionnel.

Le bien-être humain englobe la sécurité personnelle et environnementale, l'accès aux ressources nécessaires pour une vie agréable, une bonne santé et de bonnes relations sociales, des éléments qui sont étroitement liés entre eux, et donnent la liberté de faire des choix et d'agir. Parmi les autres facteurs importants dans l'analyse du bien-être figurent la pauvreté, l'inégalité et le sexe.

La pauvreté et l'inégalité

La pauvreté entraîne un bien-être réduit ayant comme résultat une mauvaise santé, une mortalité et une morbidité prématurées et l'illettrisme. Elle est souvent causée par un contrôle inadéquat des ressources, la discrimination et le manque d'accès aux ressources matérielles, aux soins et à l'éducation.

L'inégalité désigne une distribution asymétrique d'un objet de valeur, tel que le revenu, les soins médicaux ou l'eau potable, entre des individus ou des groupes.

Une perspective dynamique de l'analyse de la pauvreté inclut les concepts de mobilité et de vulnérabilité. La mobilité désigne la capacité des individus à passer d'un groupe, d'une classe, ou d'un niveau social vers un autre. La dégradation de

l'environnement peut bloquer les individus dans des schémas à faible mobilité. La vulnérabilité est liée à l'exposition et à la sensibilité au risque et à l'incapacité de résister ou de s'adapter aux changements environnementaux.

L'inégalité des sexes

Une analyse des impacts distributifs de l'environnement sur le bien-être humain ne peut ignorer un facteur tel que le sexe. L'inégalité des sexes est l'une des inégalités les plus persistantes dans les pays développés et en voie de développement, les majorités des individus vivant dans la pauvreté étant des femmes. Ces dernières souffrent plus de la dégradation de l'environnement que les hommes.

La santé

La santé de nombreux individus dans le monde est affectée par les changements effectués par l'homme sur l'environnement. Pratiquement un quart des maladies est causé par une exposition environnementale. La pollution atmosphérique urbaine est l'un des problèmes environnementaux les plus répandus et affecte la santé des populations dans presque toutes les régions du monde. L'OMS estime que plus d'1 milliard de personnes dans les pays asiatiques sont exposés aux polluants atmosphériques. Plus de 800 000 personnes meurent prématurément à cause des particules. Les autres sources de problèmes de santé liés à la dégradation de l'environnement qui affectent de façon négative le bien-être humain comprennent la pollution de l'eau ainsi que des maladies telles que le SRAS, la grippe aviaire, la malaria, la dengue, etc.

Les besoins matériels

Les populations dépendent des ressources naturelles pour leurs besoins de base, notamment les revenus, la nourriture, l'énergie, l'eau et le logement. Dans de nombreuses communautés, particulièrement dans les pays en voie de développement, les ressources environnementales, dont le poisson, le bois et les autres produits de la forêt et la faune, contribuent directement au revenu et aux autres ressources matérielles. Par exemple,



Ngoma Photos

L'environnement est source de récréation et a également une importance culturelle et spirituelle pour la société.

plus de 1,3 milliard de personnes ont un emploi qui dépend de la pêche, de la forêt ou de l'agriculture. En Afrique, plus de 7 personnes sur 10 vivent dans des zones rurales, la plupart ayant des activités qui dépendent des ressources naturelles, notamment l'agriculture à petite échelle qui représente plus de 90% de la production agricole de l'Afrique.

La sécurité

La sécurité comporte des aspects économiques, politiques, culturels, sociaux et environnementaux. Elle inclut l'absence de menaces de dommages corporels, de violence, de crime et de guerre. La sécurité implique un accès stable et fiable aux ressources et la capacité d'atténuer et de répondre aux chocs et aux événements stressants. Les ressources naturelles constituent une partie essentielle de la subsistance de millions d'individus et si elles sont menacées par des changements environnementaux, la sécurité de ces individus est alors également menacée. Les

événements climatiques extrêmes, tels que l'ouragan Katrina aux Etats-Unis en 2005, montrent le lien entre la destruction des terrains marécageux côtiers et la vulnérabilité accrue des communautés côtières due à ces changements environnementaux.

Les relations sociales

L'environnement affecte également les relations sociales car il est à l'origine de manifestations culturelles, notamment de la possibilité d'exprimer des valeurs esthétiques, culturelles ou spirituelles associées aux écosystèmes. La nature fournit des possibilités d'observation et d'éducation, de récréation et d'amusement. Dans certaines communautés, l'environnement sous-tend la structure même des relations sociales. Par exemple, l'alimentation traditionnelle joue un rôle très important dans les aspects sociaux, culturels, nutritionnels et économiques de la vie de certains peuples de l'Arctique.

Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.

L'AIR QUE NOUS RESPIRONS

G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminale de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décideurs. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

Quelles sont les tendances dans les questions environnementales atmosphériques ? Et quels sont les facteurs de changement ? Comment affectent-ils le bien-être humain et le développement, et quels sont les groupes de population, les écosystèmes et les régions géographiques vulnérables au changement ? Quelles sont les politiques mises en place et quelles sont les actions qui ont été prises ? Ces questions, et de nombreuses autres, sont traitées dans le chapitre Atmosphère de GEO-4.

La qualité de l'air et le bien-être humain

Le rapport GEO-4 conclut que la pollution atmosphérique due à l'homme constitue l'un des problèmes environnementaux les plus importants et qu'elle affecte la santé, le bien-être général et le développement dans le monde entier.

GEO-4 traite les questions atmosphériques dans toute leur complexité. Les différents polluants primaires qui sont émis, et les polluants secondaires formés dans l'atmosphère, ont des durées de vie différentes qui vont de plusieurs heures à des siècles, et ils sont transportés sur des distances variables. Leur

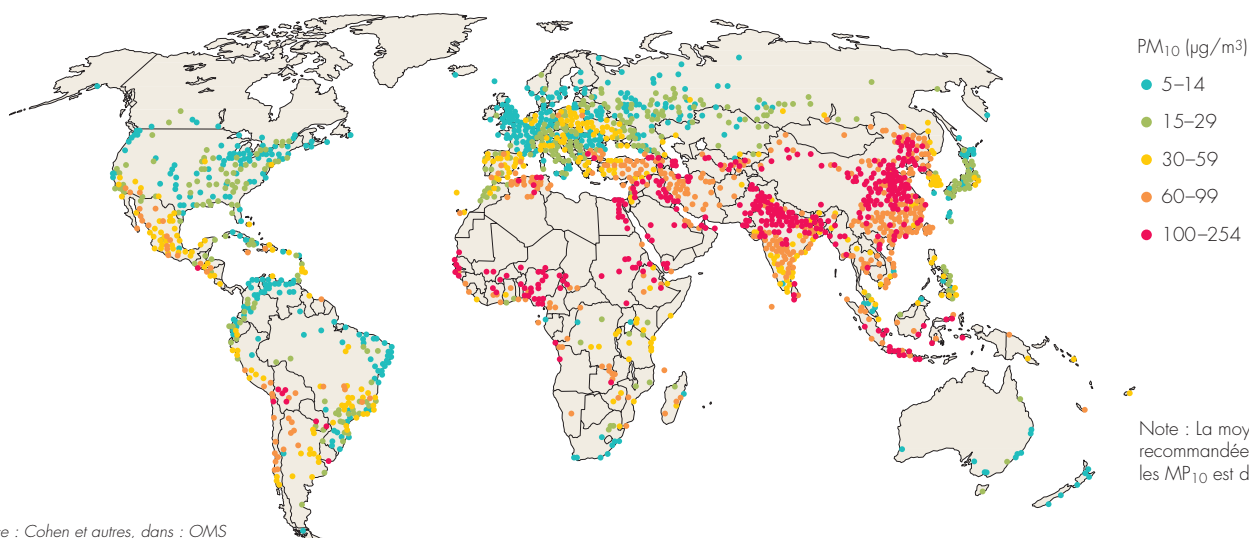
impact est ressenti du niveau local au niveau mondial.

Les niveaux actuels de pollution atmosphérique, en particulier de matières particulaires (MP), sont très élevés dans de nombreuses villes, surtout dans les villes situées dans les régions en développement. La plupart des grandes zones métropolitaines du monde dépassent les recommandations de l'OMS pour le NO_2 , et les niveaux actuels ne montrent aucun signe de baisse significative.

On estime que plus de deux millions de personnes meurent prématurément chaque année en raison de la pollution de l'air intérieur et extérieur. D'un autre côté, la qualité de l'air s'est sensiblement améliorée dans certaines régions du monde, en particulier dans les pays développés, depuis que la CMED a souligné qu'il était urgent de traiter ces problèmes. Mais certains problèmes importants subsistent ou se sont aggravés.

La pollution de l'air intérieur, liée à la combustion de la biomasse, du kérosène, ou du charbon pour la cuisine, affecte particulièrement les femmes et les jeunes enfants. Chaque

Concentrations moyennes annuelles estimées de PM_{10} dans les villes avec une population supérieure à 100 000 habitants, et dans les capitales nationales, pour 1999



Source : Cohen et autres, dans : OMS



Luis A. Cifuentes

Même s'il y a eu des progrès significatifs en matière de baisse de la pollution, les problèmes atmosphériques soulignés par la Commission Brundtland existent toujours (exemple ici à Santiago du Chili).

année, jusqu'à 1,6 millions de décès prématurés sont attribués à la pollution de l'air intérieur.

La pollution atmosphérique dans les villes affecte davantage la santé des plus pauvres et compromet la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier celui d'assurer une bonne santé pour tous et un environnement durable. 800 000 décès seraient liés à la pollution atmosphérique.

L'importance du cadre de vie. Pour de nombreuses régions en voie de développement, la priorité la plus élevée en matière de pollution atmosphérique est l'effet des particules contenues dans l'air intérieur et extérieur sur la santé humaine. L'utilisation répandue de combustibles de mauvaise qualité pour la cuisine, les processus industriels et les transports représente un problème critique pour les responsables dans ces régions. Les problèmes prioritaires dans la plus grande partie de l'Europe et de l'Amérique du nord sont l'impact des particules contenues dans l'air extérieur et les effets de l'ozone troposphérique sur la santé humaine et la productivité agricole et celui des dépôts d'azote sur les écosystèmes naturels.

L'augmentation de l'ozone troposphérique affecte tout l'hémisphère nord et menace la sécurité alimentaire. On estime que la baisse des rendements des cultures causée par l'ozone troposphérique se situe dans une fourchette de 6 à 12 milliards de dollars par an en Europe uniquement. Il existe des preuves solides d'effets négatifs considérables sur les cultures de base dans des pays en voie de développement tels que l'Inde, le Pakistan et la Chine.

Les polluants organiques persistants (POP) et le mercure constituent un problème mondial. Il existe des niveaux élevés de POP et de mercure dans les chaînes alimentaires, ce qui peut affecter la santé des humains et de la faune. De nombreux polluants organiques persistants sont transportés dans l'atmosphère, mais leur impact est modifié par les chaînes alimentaires aquatiques et terrestres et ils s'accumulent principalement dans les régions polaires.

Défis et opportunités

Il est possible de réduire de façon significative les émissions nocives dans l'atmosphère. L'amélioration des technologies et les mesures politiques peuvent faire baisser ces émissions. Cependant, l'augmentation des activités humaines freine certaines avancées. Les principaux défis sont la croissance rapide des transports et d'autres formes de consommation d'énergie qui continuent à générer des émissions nocives et ont un impact négatif sur la santé et l'environnement.

La possession d'une voiture, qui a presque doublé depuis le rapport Brundtland de 1987, associée à un mauvais aménagement urbain, augmente les embouteillages et les émissions atmosphériques. Le transport aérien est le mode de transport avec la croissance la plus rapide, avec une hausse de 76% des kilomètres effectués par les passagers entre 1990 et 2000. Le transport maritime a également connu une croissance remarquable, reflétant la croissance du commerce mondial (il est passé d'environ 4 milliards de tonnes en 1990 à plus de 7 milliards de tonnes de marchandises transportées en 2005.)

Les études économiques sur la pollution atmosphérique montrent que les coûts associés aux impacts dépassent généralement de beaucoup les coûts des actions prioritaires, souvent dans une proportion considérable. De nombreux pays ont des réglementations très complètes, qui trop souvent ne sont pas appliquées efficacement en raison de l'absence d'institutions et de systèmes juridiques adaptés, d'un manque de volonté politique ou de gouvernance efficace. Un leadership politique fort est essentiel pour développer la capacité institutionnelle et informer le public, assurer le financement adéquat et améliorer la coordination locale, nationale et internationale.

Le succès du développement et de l'application des politiques de contrôle des émissions atmosphériques est déterminé en grande partie par une mise en place efficace impliquant des responsables à différents niveaux et par la création de partenariats entre le public et le privé. Des transformations fondamentales dans les structures sociales et économiques, y compris une modification des modes de vie, sont également essentielles.

Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminale de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décisionnaires. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

Vivre dans un monde qui se réchauffe

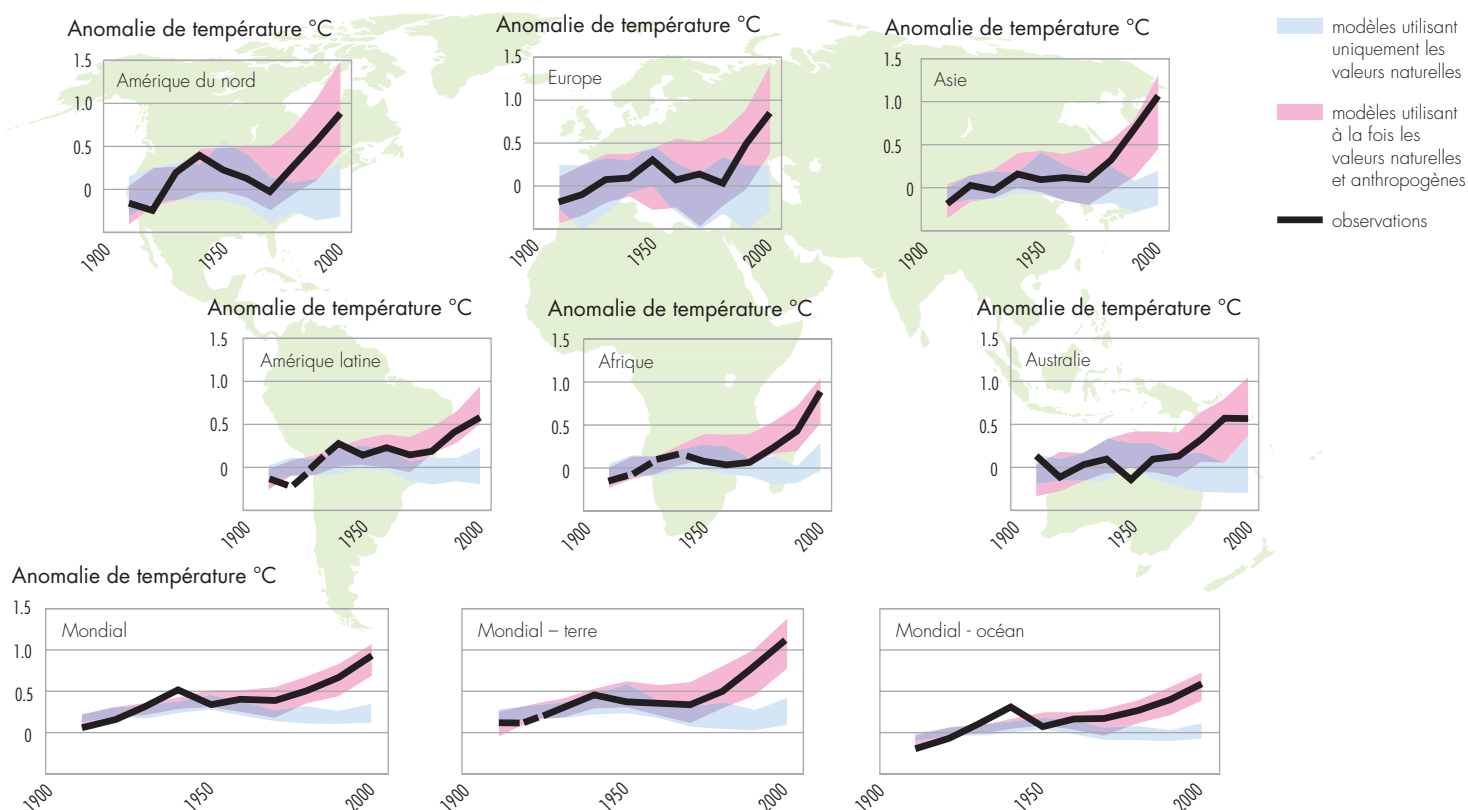
GEO-4 conclut que le changement climatique est un défi mondial majeur qui aura un impact significatif et durable sur le bien-être humain et le développement. Il constitue un obstacle à la satisfaction des besoins de développement de base, tels que ceux identifiés dans les objectifs du Millénaire pour le développement.

Le réchauffement planétaire est réel, 11 années sur les 12 dernières (1995-2006) se situant parmi les plus chaudes depuis 1850. Il existe des preuves concluantes de l'impact du changement climatique, notamment de la hausse de la température moyenne de la terre d'environ 0,74°C au cours du siècle dernier. La preuve visible de ce réchauffement comprend

la fonte de certains glaciers, du permafrost, la fonte anticipée de la glace sur les rivières et les lacs, le rallongement des saisons de croissance dans les latitudes moyennes et élevées, les modification des précipitations et des courants des océans, et une hausse de la fréquence et de l'intensité des vagues de chaleur, tempêtes, inondations et sécheresses dans certaines régions.

On prévoit que l'altération de l'approvisionnement en eau et de la sécurité alimentaire va affecter de façon dramatique des millions de personnes. La hausse du niveau des mers menace les habitants et des centres économiques importants dans certaines régions côtières et l'existence même de petites îles.

Réchauffement observé au cours du 20ème siècle comparé aux calculs des modèles climatiques



Source : IPCC

Les communautés pauvres, particulièrement celles qui vivent dans les pays en voie de développement, dépendent d'une agriculture de subsistance et de ressources naturelles alimentées par la pluie. Elles dépendent étroitement des tendances climatiques telles que la mousson et sont très vulnérables à la dévastation causée par des événements climatiques extrêmes tels que les ouragans. De même, dans les sociétés relativement riches, les pauvres ou les personnes vulnérables souffrent plus des conditions climatiques extrêmes, ainsi que l'a démontré l'ouragan Katrina en 2005 et la vague de chaleur en Europe en 2003.

La poursuite du réchauffement devrait entraîner des modifications dans la portée géographique et le caractère saisonnier de certaines maladies infectieuses, dont les infections à vecteur telles que la malaria et la dengue, et les infections alimentaires telles que la salmonellose. La morbidité et la mortalité causées par la malnutrition, la diarrhée et la malaria et associées au réchauffement climatique augmentent chaque année dans le monde, surtout en Afrique et dans certains pays d'Asie.

Défis et opportunités

Les émissions anthropogènes de gaz à effet de serre (GES), principalement le CO₂, sont le principal facteur de changement climatique et ces émissions augmentent de façon continue depuis 1987.

Plusieurs scientifiques et experts ont identifié une hausse de 2°C de la température mondiale moyenne par rapport aux niveaux pré-industriels comme le seuil au delà duquel les impacts climatiques deviennent nettement plus graves et la menace de dommages importants et irréversibles plus plausible. Le réchauffement au cours de ce siècle, selon le Panel intergouvernemental pour les changements climatiques du PNUE/OMM, devrait se situer dans une fourchette de 1,8 à 4°C, bien supérieur au seuil critique. La hausse correspondante du niveau des mers se situe entre 0,18 et 0,56 m. Ceci va intensifier les impacts du changement climatique, avec des conséquences potentiellement dévastatrices.

Le niveau du changement de température dépendra des choix faits par la société pour la réduction des gaz à effet de serre. L'adaptation au changement climatique anticipé est désormais une priorité mondiale. Des mesures drastiques doivent être prises pour réduire les émissions de GES causées par les secteurs de l'énergie, du transport, de la forêt et de l'agriculture et empêcher les conséquences graves du changement climatique dans le futur.

Certains accords internationaux abordent ce problème, notamment le Protocole de Kyoto, mais il est loin d'être traité de façon adéquate au niveau mondial. Il y a eu au cours des deux

dernières décennies un manque d'empressement remarquable pour traiter les émissions de GES. Les politiques et les technologies requises pour réduire les émissions de GES sont actuellement disponibles et nombre d'entre elles sont économiquement viables, surtout si l'on considère leurs avantages supplémentaires : l'amélioration de la sécurité énergétique, une réduction des coûts énergétiques et une diminution de l'impact de la pollution atmosphérique sur la santé. Ceci inclut l'amélioration du rendement énergétique et le passage à des ressources renouvelables et pauvres en carbone telles que les bio-carburants, l'énergie solaire, éolienne et géothermique. Une autre solution technologique peut être le captage et le stockage du carbone, par exemple en stockant le CO₂ profondément sous la terre. Des changements sociétaux sont aussi nécessaires.

Des études récentes montrent que les mesures correctives n'impliquent pas nécessairement des coûts exorbitants et que le coût total ne représenterait qu'une toute petite fraction de la production économique mondiale. Les risques sur le long terme liés au changement climatique encouragent fortement l'adoption de mesures de précaution.

L'adaptation au changement climatique est nécessaire même si des mesures correctives majeures sont rapidement mises en place. La gamme de mesures d'adaptation potentielles disponibles pour les sociétés humaines est très large, depuis des mesures purement technologiques (par exemple des protections marines), comportementales (modification des choix alimentaires et récréationnels) à des mesures de gestion (modification des pratiques agricoles) et des mesures politiques (réglementations). L'adaptation rencontre cependant d'énormes obstacles. Pour les pays en voie de développement, la disponibilité des ressources et l'élaboration d'une capacité d'adaptation sont particulièrement importantes.

La modification et l'adaptation au changement climatique peuvent être intégrées dans les politiques de développement en poursuivant des solutions nouvelles et innovantes qui créeront aussi de nouvelles perspectives et des emplois. L'utilisation d'instruments de politique économique et les investissements des secteurs public et privé dans les nouvelles technologies, les énergies propres et renouvelables, l'efficacité énergétique, l'énergie nucléaire et la séquestration du carbone figurent parmi les nombreuses options déjà utilisées.

Les efforts mondiaux ne seront couronnés de succès que si les problèmes climatiques sont intégrés dans la planification du développement au niveau national et local, surtout dans des secteurs tels que l'énergie, le transport, l'agriculture, la forêt et les infrastructures. Certaines nations et communautés ont déjà commencé à mettre en place des politiques et des mesures agressives pour évoluer vers un environnement pauvre en carbone.

Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.

LA TERRE ET LE BIEN-ÊTRE HUMAIN

G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminale de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décideurs. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

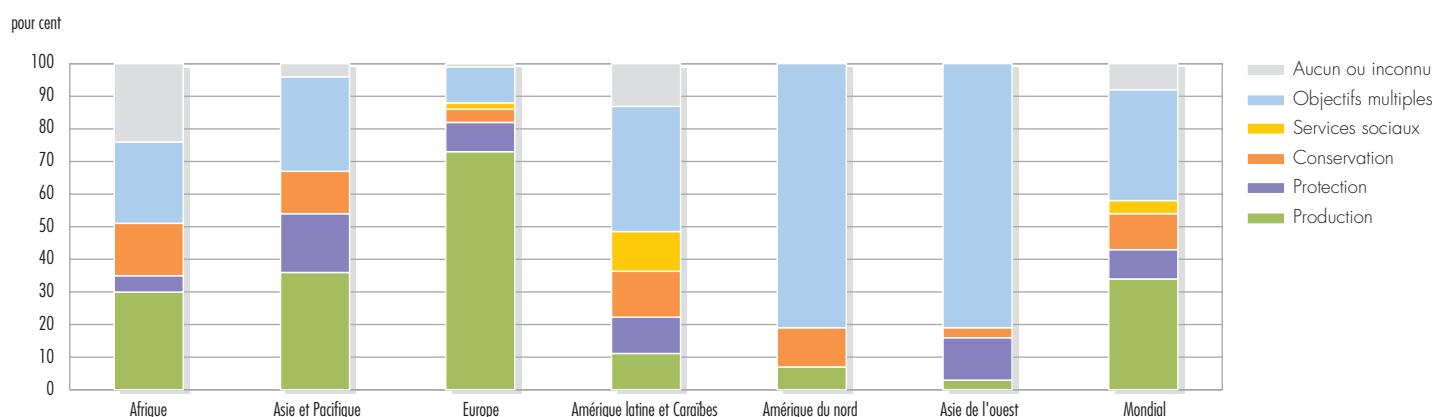
Les changements dans l'utilisation de la terre ont eu des effets positifs et négatifs sur le bien-être humain et sur les écosystèmes. L'augmentation considérable de la production de produits agricoles et forestiers a créé plus de richesse et plus de moyens de subsistance sûrs pour des millions de personnes dans le monde. Telles sont certaines des questions analysées dans ce rapport, préparé par près de 400 scientifiques et experts sur une période de quatre ans.

- Les principaux changements dans l'utilisation de la terre au niveau mondial depuis 1987 ont été la déforestation (une moyenne de 73 000 km² par an), avec une hausse concomitante des terres agricoles, des zones urbaines et des zones boisées/pâturages. Les forêts ont été principalement transformées en terres agricoles tandis que les terres auparavant utilisées pour l'agriculture sont devenues des zones urbaines.
- L'intensité de l'utilisation de la terre pour la production agricole a augmenté de façon dramatique depuis 1987. Au niveau régional, les rendements céréaliers ont augmenté de 25% en Asie et dans le Pacifique, de 37% en Asie de l'ouest et de 40% en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les aliments produits par hectare sont passés d'une moyenne mondiale de

1,8 tonnes dans les années 1980 à 2,5 tonnes aujourd'hui.

- Depuis 2006 et pour la première fois dans l'histoire, plus de la moitié de la population mondiale vit dans des villes. Une hausse supplémentaire est prévue, si les tendances actuelles se poursuivent.
- Les causes principales des changements de l'utilisation de la terre et de son intensité ont été la hausse de la population, la modification des habitudes de consommation, les changements technologiques, politiques et climatiques.
- La zone couverte par les forêts en Europe et en Amérique du nord a augmenté au cours de la période étudiée, inversant la tendance historique de déforestation tempérée. La déforestation tropicale, qui a commencé plus tard que la déforestation tempérée, se poursuit aujourd'hui. La moyenne annuelle mondiale pour la perte de forêt primaire était de 50 000 km², alors que les forêts plantées et semi-naturelles augmentaient chaque année de 30 000 km² en moyenne. La poursuite de la dégradation de la forêt reste un problème grave.
- Les forêts sont gérées pour plusieurs raisons, dont la production, la conservation et la protection et des objectifs

Désignation des forêts par région, 2005



Source : Portail de données GEO d'après la FAO



Dans les Pampas, des ruisselets se forment pendant les orages pluvieux lorsque la couverture végétale est clairsemée et se transforment peu à peu en ravins d'érosion.

- multiples. Au niveau local, il existe de nombreux exemples d'approches communautaires innovantes pour une gestion durable de la forêt. Dans certains pays, les produits forestiers hors bois ont plus de valeur que les produits du bois. Une proportion significative du revenu des foyers ruraux dans les zones forestières provient des produits forestiers, particulièrement dans les foyers pauvres.
- La dégradation de la terre est un problème fondamental et persistant, causé par une utilisation non durable de la terre. Une analyse récente de la dégradation de la terre à l'échelle mondiale, utilisant des données satellites depuis 1981, indique que les zones les plus touchées comprennent l'Afrique tropicale au sud de l'équateur, l'Afrique du Sud-Est, l'Asie du Sud-Est, le sud de la Chine, le sud-est du Brésil et les pampas, et les forêts boréales en Alaska, au Canada et dans l'est de la Sibérie.
- La contamination chimique et la pollution menacent la santé des populations et l'environnement mais nous manquons actuellement d'informations sur les quantités émises, leur toxicité et les valeurs limites d'exposition. La présence de vieux sites contaminés est répandue dans les anciennes régions industrielles. Il y aurait par exemple en Europe plus de 2 millions de sites de ce type, dont 100 000 qui nécessitent une intervention.
- L'érosion du sol réduit la production sur place là où le sol est supprimé et entraîne des coûts hors site là où le sol déposé endommage les infrastructures et entraîne une sédimentation dans les plans d'eau. Une mauvaise gestion de la terre, notamment un labour inapproprié ou un surpâturage, accélère les processus naturels d'érosion. Le facteur le plus important qui détermine l'érosion actuelle est le niveau de gestion de la terre. La conservation des sols a connu des succès locaux, cependant hormis la culture sans labour, l'adoption des pratiques recommandées a été lente.
- L'épuisement des éléments nutritifs du sol est le facteur biophysique le plus important qui limite la production des cultures sur de grandes zones dans les tropiques, particulièrement en Afrique sub-saharienne. L'ajout de fumier ou d'engrais peut multiplier par 16 le rendement des récoltes. Mais de nombreux petits propriétaires dans les pays pauvres n'ont pas les moyens d'acheter de l'engrais. Par contre, les niveaux élevés d'utilisation d'éléments nutritifs dans les pays industrialisés entraînent une eutrophisation.
- La désertification – la dégradation de la terre dans les zones sèches – est plus sévère dans les pays pauvres et affecte les moyens de subsistance des ruraux. Les indicateurs de bien-être dans les pays en voie de développement dans les zones sèches sont nettement inférieurs à ceux du reste du monde. Sur le long terme, les écosystèmes sont gouvernés par des facteurs biophysiques et socioéconomiques qui évoluent lentement.
- Les pressions sur les ressources de la terre et les menaces contre le développement durable risquent de s'intensifier. La croissance de la population, le développement économique et l'urbanisation feront augmenter la demande en matière d'alimentation, d'eau, d'énergie et de matières premières. Le changement climatique devrait affecter la production agricole, avec de nombreuses différences régionales dans son impact. L'augmentation de la consommation de viande et l'adoption de bio-carburants placeront des demandes supplémentaires sur l'agriculture. Il existe des solutions pour relever plusieurs de ces défis, notamment l'agriculture de précision, la gestion des paysages multifonctionnels et l'amélioration des cultures.

Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.

L'EAU

G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminal de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décisionnaires. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

Le changement climatique, la mauvaise utilisation et la dégradation des écosystèmes aquatiques, et la surexploitation des stocks de pêche modifient l'environnement aquatique, en affectant le bien-être humain et la mise en place des objectifs du Millénaire pour le développement.

Le changement climatique

Le réchauffement climatique est univoque et le cycle mondial de l'eau est affecté par des changements climatiques sur le long terme, menaçant le bien-être humain et la santé des écosystèmes aquatiques nécessaires à la vie. Le réchauffement des **océans** et les changements des courants de surface modifient les tendances des précipitations, et affectent la faune et la flore d'eau douce et marines.

Les sécheresses et les inondations deviennent de plus en plus fréquentes et sévères. Elles sont responsables de malnutrition et de maladies hydriques et détruisent des moyens de subsistance. La baisse des précipitations et des sécheresses dévastatrices affectent le Sahel depuis les années 1970 tandis qu'une hausse des précipitations a été observée dans les régions de l'est de l'Amérique du Nord et du Sud, l'Europe du Nord et l'Asie du Nord et Centrale. **La hausse des orages** augmente la menace pour la sécurité des personnes vivant dans les zones côtières basses et les îles affectées par la hausse du niveau des mers. **La calotte glaciaire continentale et les glaciers de montagne** ont continué à fondre et à diminuer au cours des 20 dernières années. La superficie et l'épaisseur de la banquise polaire ont aussi fortement diminué.

Les ressources d'eau douce

Les ressources d'eau douce et le développement durable sont fortement interdépendants. Les modifications de l'hydrosphère peuvent entraver la mise en place des objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'eau pure, de santé et de sécurité alimentaire. Les ressources d'eau douce disponibles continuent à décliner en raison d'une **utilisation excessive de l'eau de surface et des nappes phréatiques**, ainsi que de la baisse de l'écoulement de l'eau depuis la surface de la

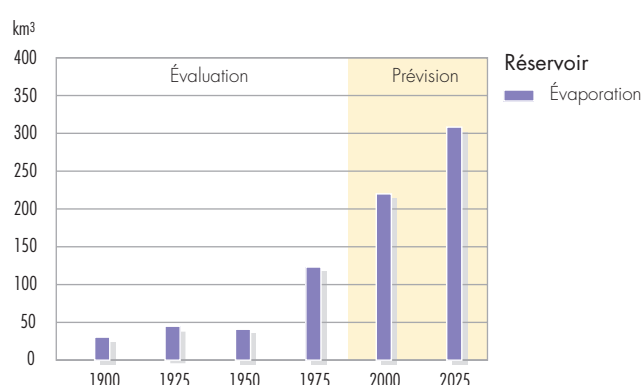
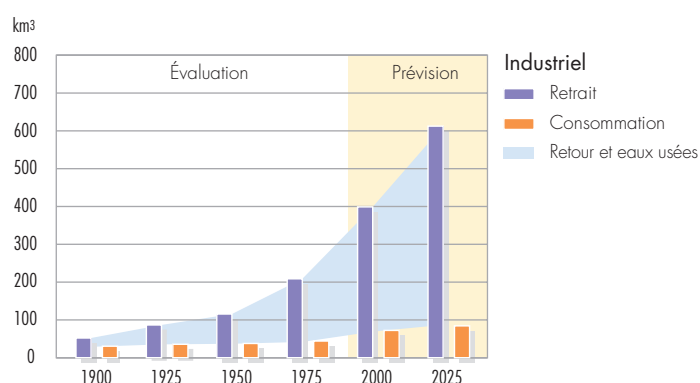
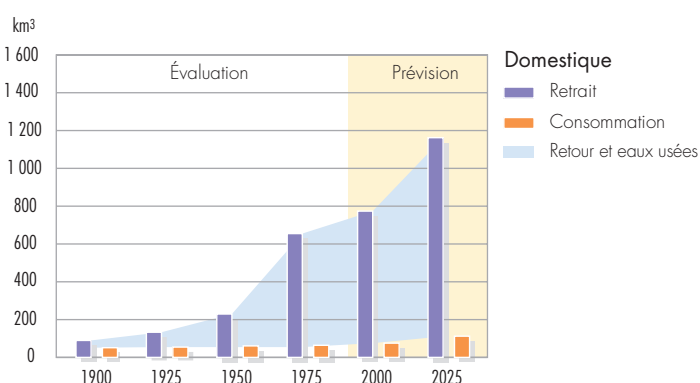
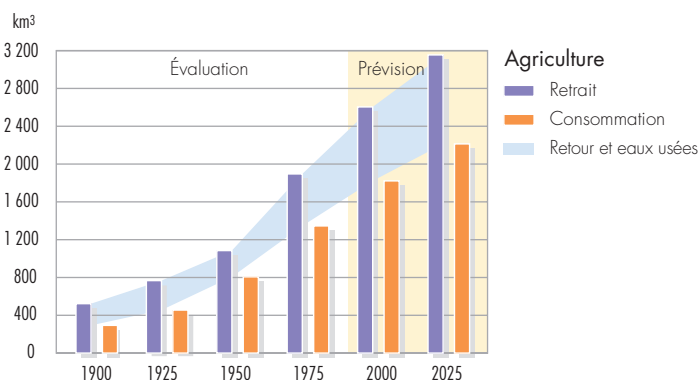
terre attribuée au changement climatique. L'utilisation de l'eau douce pour l'agriculture, l'industrie et l'énergie a augmenté de façon considérable au cours des 50 dernières années. Dans de nombreuses régions du monde, **l'utilisation humaine de l'eau** dépasse l'apport d'eau annuel moyen. Si **l'endiguement** a été très bénéfique pour la production agricole, l'approvisionnement en eau et la production d'énergie hydraulique, la fragmentation du débit des rivières par les barrages, diversions et canaux a des conséquences en amont et en aval, faisant baisser les rendements agricoles et la productivité de la pêche en aval, et augmentant la salinisation des estuaires.

La qualité de l'eau

La pollution aquatique et la dégradation des écosystèmes aquatiques affectent directement la santé humaine. La contamination de l'eau reste la principale cause de maladie et de décès à l'échelle mondiale. La **pollution microbienne** due à des installations d'assainissement inadéquates, à un mauvais traitement des eaux usées et aux déchets animaux est un problème majeur. On estime que trois millions de personnes meurent de maladies hydriques chaque année dans les pays en voie de développement, principalement des enfants de moins de cinq ans. La population mondiale ayant accès à un meilleur approvisionnement en eau est passée de 78 à 82% de 1990 à 2000 tandis que l'accès à **l'assainissement** est passé de 51 à 61% au cours de la même période. Mais on estime que 2,6 milliards de personnes ne disposent toujours pas des installations d'assainissement adéquates. Un meilleur assainissement peut à lui seul faire baisser les décès liés à l'eau de 60% et les épisodes diarrhéiques de 40%.

On estime que 64,4 millions d'années de vie corrigées du facteur invalidité (AVCI) sont à attribuer à des **agents pathogènes hydriques** liés à un assainissement inadéquat, avec une prévalence des hépatites, des vers intestinaux et de la schistosomiase. Les eaux côtières contaminées par les eaux usées causent plus de 1,2 milliard de cas de maladies gastrointestinales et 50 millions de cas de maladies respiratoires par an et ont un coût économique estimé à 12 milliards de dollars par an.

Les changements dans l'utilisation mondiale de l'eau, par secteur



Source : PNUE, basé sur Shiklomanov et UNESCO

La pollution par les sources non ponctuelles, notamment les nutriments, sédiments, produits chimiques organiques et autres polluants de l'eau dus à l'agriculture, sont une cause majeure de dégradation de la qualité de l'eau.

Les écosystèmes aquatiques

De nombreux écosystèmes côtiers et marins et la plupart des écosystèmes d'eau douce continuent à se dégrader ou à disparaître, ainsi que leurs bienfaits pour l'humanité. La perte des terrains marécageux, par exemple, a changé les régimes d'écoulement, fait augmenter les inondations et réduit l'habitat de la faune. Les espèces d'eau douce et marine disparaissent plus vite que celles des autres écosystèmes. L'introduction d'espèces exotiques invasives a également perturbé les communautés dans de nombreux écosystèmes d'eau douce et côtiers. L'application croissante **de l'évaluation économique des services des écosystèmes** fournis par l'environnement aquatique (tels que le filtrage de l'eau, le recyclage des nutriments, le contrôle des inondations et un habitat pour la biodiversité) est un outil puissant pour intégrer **l'intégrité des écosystèmes** dans la planification du développement et la prise de décision.

Les stocks de pêche

Les stocks de poissons d'eau de mer et d'eau douce déclinent en raison des pressions exercées par la pêche non durable, de la dégradation de l'habitat et du changement climatique mondial. **Les prises marines totales** ne se maintiennent qu'en allant pêcher plus loin des côtes et plus profond dans les océans. Ce déclin est une cause majeure de perte de biodiversité et a des conséquences graves sur le bien-être humain. Alors que la production totale de la pêche de capture a augmenté entre 1987 et 2004 à un taux annuel moyen de 0,76%, celle de **l'aquaculture** (hors plantes aquatiques) a cru à un taux de 9,1%. Depuis 1987, les efforts d'amélioration dans la gestion de la pêche se sont concentrés sur la gouvernance, les incitations économiques et les droits de propriété. Les réponses mondiales incluent la réduction de la pêche, la mise en place d'approches de gestion basées sur les écosystèmes, les droits de propriété, les incitations économiques et de marché, la protection des zones marines et la réglementation de la pêche.

La gestion des ressources aquatiques

La politique aquatique internationale souligne de plus en plus le besoin d'améliorer la **gouvernance** dans la gestion des ressources aquatiques par le biais de lois et de politiques adaptées et de structures institutionnelles efficaces, des mécanismes de marché et des technologies efficaces, et l'adaptation et la restauration. Pour atteindre ces objectifs, les décideurs adoptent de plus en plus des approches intégrées, basées sur les écosystèmes, telles que la **Gestion intégrée des ressources en eau (IWRM)**.

Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.

LA BIODIVERSITÉ ET LE BIEN-ÊTRE HUMAIN

G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminal de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décisionnaires. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

La biodiversité désigne la diversité de la vie sur Terre. Elle inclut la diversité au niveau génétique, la diversité des espèces, et la diversité des écosystèmes et des habitats.

La taille et la composition des écosystèmes varient énormément, depuis les petites communautés de microbes dans une goutte d'eau à toute la forêt équatoriale amazonienne. Notre vie même, et celle des millions d'espèces avec lesquelles nous partageons la planète, dépend de la santé de nos écosystèmes. L'évolution de la biodiversité au cours des prochaines décennies dépendra largement des actions humaines, en particulier des changements d'utilisation de la terre, de la production d'énergie et de la conservation.

Le statut des espèces

Moins de 10% des espèces décrites du monde ont jusqu'à présent été évaluées pour déterminer leur statut de conservation. Parmi ces espèces, plus de 16 000 ont été identifiées comme étant des espèces menacées d'extinction.

- Les taux d'extinction des espèces sont 100 fois supérieurs au taux de base qui apparaît dans les fossiles.
- Les forêts tropicales humides contiennent de loin la quantité la plus importante d'espèces menacées, suivies par les forêts tropicales sèches, les herbages montagneux et les sous-bois secs.
- La distribution des espèces menacées dans les habitats d'eau douce est mal connue, mais en général ces espèces connaissent un risque d'extinction bien supérieur aux espèces terrestres.
- Le nombre d'espèces vivant en haute mer reste à déterminer mais on estime qu'il pourrait atteindre 10 millions.

Les pressions et l'impact sur la baisse de la biodiversité

L'augmentation de la pression sur la biodiversité est directement liée à la hausse continue de la population mondiale, qui devrait atteindre 8 milliards d'ici 2025.

Les écosystèmes terrestres et aquatiques de la planète voient leur étendue et leur composition modifiées par l'activité humaine

à une vitesse sans précédent, avec une faible compréhension des effets que ceci aura sur la capacité des écosystèmes à fonctionner et à fournir leurs services dans le futur. Voici quelques exemples récents des effets des pressions de la population humaine sur la biodiversité :

- 20-50% de plus de la moitié des 14 surfaces biomes de la Terre ont déjà été transformés en terres de culture.
- Environ 60% des principales rivières du monde ont été fragmentés par des barrages et des dérivations, en raison de l'inondation des habitats, de la disruption des régimes d'écoulement et du blocage des routes migratoires.
- Parmi les 270 000 espèces de plantes supérieures connues, environ 10 000 à 15 000 sont comestibles et environ 7 000 sont utilisées dans l'agriculture. La baisse de la diversité génétique des principales cultures agricoles au cours des 2 dernières décennies peut avoir des conséquences graves pour la sécurité alimentaire.

Défis et opportunités

Répondre aux besoins alimentaires mondiaux pose des défis de plus en plus complexes, qui exigeront soit l'intensification, soit l'extensification pour augmenter la productivité agricole. Au Brésil, par exemple, la surface utilisée pour la culture du soja (pour la plupart exporté vers la Chine) est passée de 117 000 km² en 1994 à 210 000 km² en 2003.

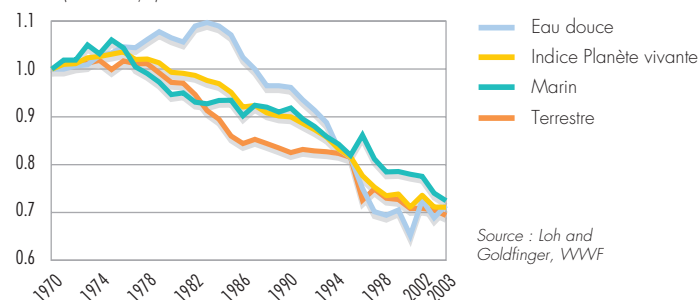
La hausse rapide de la demande d'énergie a un impact profond sur la biodiversité. L'exploration des hydrocarbures, la construction des pipelines, les mines d'uranium et de charbon, la construction des barrages hydroélectriques, l'abattage du bois de chauffage et, de plus en plus, les plantations destinées au biocarburant peuvent entraîner une baisse significative de la biodiversité, sur terre et en mer.

La production mondiale de biocarburants devrait être presque multipliée par 5, de 20 millions de tonnes équivalent pétrole en 2005 à 92 millions de tonnes en 2030. Les biocarburants, actuellement produits sur 1% de la surface arable de la Terre et qui alimentent 1% de la demande du transport terrestre, devrait augmenter à 4% d'ici 2030, la hausse la plus importante

Exemples d'indicateurs d'état, de pression et de réponse qui ont été adoptés par la Convention sur la diversité biologique pour mesurer les progrès vers l'objectif de 2010

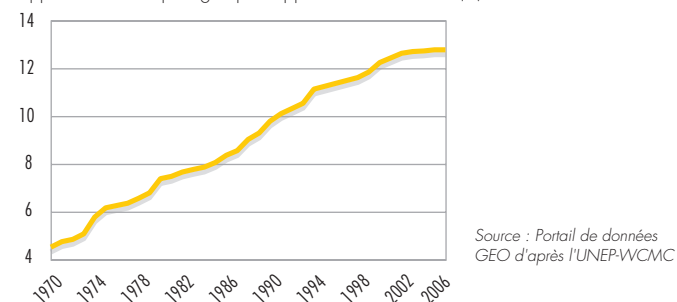
a) Indice Planète vivante

Indice (1970=1,0)



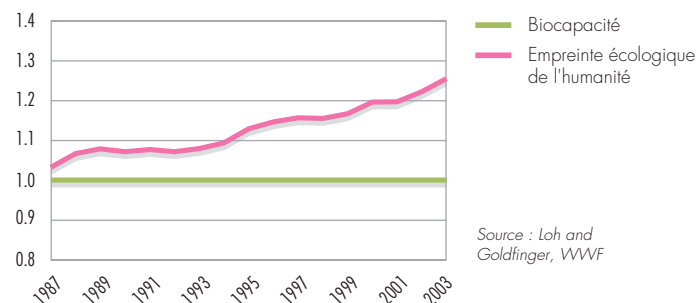
b) Surface totale protégée

Rapport de surface protégée par rapport au territoire total (%)



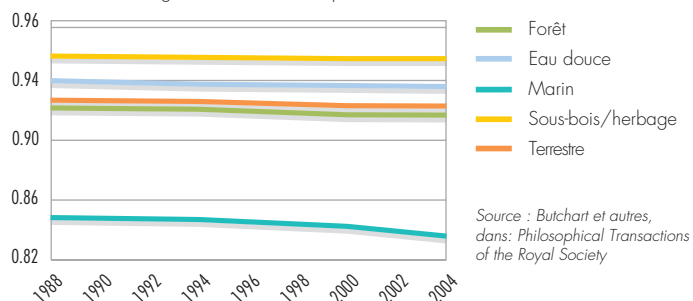
c) Empreinte écologique de l'humanité

Nombre de Terres



d) Liste rouge de l'IUCN pour les écosystèmes sélectionnés

Index de la liste rouge sur la survie des espèces



intervenant aux États-Unis et en Europe.

Les importants changements anthropogènes subis par l'environnement ont modifié les tendances de maladies humaines et ont augmenté les pressions sur le bien-être humain. La baisse de la diversité génétique, la surpopulation et la fragmentation des habitats augmentent le risque d'épidémies. La biodiversité est la source de nombreux remèdes. On estime que 80% de la population dans les pays en voie de développement a recours aux médecines traditionnelles. Par exemple, en 2002-2003, 80% des nouveaux produits chimiques lancés mondialement comme médicaments peuvent être reliés à, ou ont été inspirés par, des produits naturels.

La perte de valeurs culturelles et spirituelles, des langages, et des savoirs et pratiques traditionnels, est un facteur qui peut causer des pressions croissantes sur la biodiversité, incluant notamment la surrécolte, la généralisation des changements d'utilisation de la terre, une utilisation excessive des engrais et le recours à des monocultures qui remplacent les aliments sauvages et les pratiques traditionnelles de culture. La valeur des services des écosystèmes est généralement ignorée ou sous-estimée au niveau de la prise de décision et de l'élaboration des politiques. Parmi les exemples de la valeur mondiale des services des écosystèmes de la biodiversité figurent les captures de pêche annuelles mondiales pour une valeur de 58 milliards de dollars et les agents anti-cancéreux des organismes marins pour une valeur allant jusqu'à 1 milliard de dollars par an.

Les lacunes dans les informations sur la biodiversité et les besoins en matière de recherche

Comblar les lacunes dans la recherche et la connaissance de la biodiversité aidera à améliorer la compréhension et la prise de décision. Quelques exemples de questions importantes :

- **Qu'est-ce qui existe sur la Terre et où ?** Certains groupes essentiels, notamment les invertébrés et les micro-organismes, sont mal connus.
- **Quelles sont les interactions du système ?** Les questions sur l'écologie vont du très local (comment les microbes du sol aident la croissance des plantes) au mondial (comment les forêts et les organismes des océans séquestrent le carbone et régulent les systèmes climatiques).
- **Comment les individus comprennent-ils et utilisent-ils la biodiversité ?** Une meilleure compréhension de la façon dont les individus conçoivent la biodiversité et comment passer à une meilleure préservation de la biodiversité est peut-être la question la plus importante à laquelle le monde doit répondre.
- **Comment évaluer la biodiversité ?** Les services que les écosystèmes dépendant de la biodiversité fournissent aux économies nationales sont considérables.

Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.

QUESTIONS RÉGIONALES - AFRIQUE

G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminal de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décisionnaires. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

Depuis 1987, plusieurs développements régionaux majeurs, notamment des réformes politiques, la création d'institutions et le développement de nouvelles politiques ont causé de profonds changements dans la façon de gérer les questions environnementales en Afrique afin de favoriser un développement durable. Le Programme d'action pour l'environnement (PAE) dans le cadre du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) est la politique environnementale la plus récente de l'Afrique.

Les ressources de la terre : richesses et opportunités

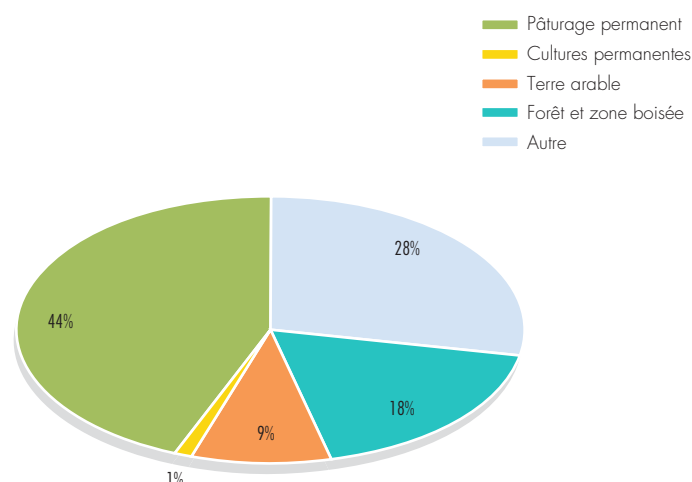
Les 53 pays d'Afrique sont composés de divers écosystèmes, dont des forêts et des zones boisées, des terres sèches, des herbages, des terres marécageuses, des terres arables, des zones côtières, d'eau douce, des montagnes et des zones urbaines. Les 8,7 millions de km² du territoire de l'Afrique considérés comme adaptés à l'agriculture peuvent potentiellement supporter la majorité des habitants de la région.

La terre est une richesse environnementale, sociale et économique qui est essentielle pour la réalisation des opportunités pour les peuples d'Afrique. Les utilisations principales de la terre en Afrique comprennent les pâturages (44%), la forêt et les zones boisées (18%) et les terres cultivées (10%). L'agriculture constitue la principale utilisation de la terre en Afrique et l'employeur le plus important.

Les peuples d'Afrique dépendent également de la pêche pour leurs besoins alimentaires. Presque 10 millions de personnes dépendent de la pêche, de la pisciculture et du traitement et du commerce du poisson. La région produit 7,3 millions de tonnes de poisson par an, 90% étant capturés par de petits pêcheurs. En 2005, les exportations de poisson de l'Afrique s'élevaient à 2,7 milliards de dollars.

La région est dotée de différents minéraux, dont 70% des diamants mondiaux, 55% de l'or et au moins 25% de la chromite.

Principales catégories d'utilisation de la terre en Afrique, 2002



Source : Portail de données GEO, compilé d'après FAOSTAT 2004

Les pressions sur la terre

Des sécheresses très importantes se sont produites au cours des deux dernières décennies, en particulier en 1990-92 et en 2004-2005. En raison de la hausse de sa population, l'Afrique est confrontée à une baisse de l'accès à la terre arable par habitant alors même que la région lutte pour augmenter la production alimentaire par surface unitaire. La production agricole par habitant a baissé de 0,4% entre 2000 et 2004. La dégradation de la terre accentue la mauvaise production alimentaire et augmente l'insécurité alimentaire.

L'Afrique a le taux de déforestation le plus élevé de toutes les régions du monde. On estime que la région perd 40 000 km², ou 0,62% de ses forêts par an, par rapport au taux mondial moyen de déforestation de 0,18%. Ceci, associé avec de mauvais régimes fonciers, augmente l'inefficacité de la planification et de la gestion de l'utilisation de la terre. La surexploitation des ressources contribue à l'augmentation de la dégradation de la terre, de la salinisation, de la pollution, de l'érosion des sols et de la conversion des terres fragiles.



Christian Lambrechts

L'érosion du sol est maintenant répandue en Afrique, touchant la production et la sécurité alimentaires.

Avec une croissance annuelle de 3,3% de la population urbaine entre 2000 et 2005, l'Afrique a le taux d'urbanisation le plus élevé du monde. En 2005, on estimait que 347 millions de personnes (38% des Africains) vivaient dans des zones urbaines.

Les tendances de la dégradation de la terre

En 1990, on estimait que la dégradation de la terre affectait 5 millions de km² sur le continent. En 1993, 65% de la terre agricole était dégradée dont 3,2 millions de km² (25%) des terres sèches de l'Afrique (arides, semi-arides et zones sous-humides sèches).

L'érosion du sol est désormais très répandue en Afrique ce qui a entraîné une baisse de la productivité. De nombreux fermiers africains sont forcés d'utiliser en permanence la même terre en raison de la pression de la population, d'un régime de propriété foncière inéquitable et d'une mauvaise planification de l'utilisation de la terre.

Alors que l'irrigation pourrait favoriser une Révolution verte en Afrique, une application inefficace pourrait entraîner une dégradation de la terre. Environ 647 000 km², soit 2,7% de la surface terrestre totale de l'Afrique, sont touchés par la salinisation, ce qui représente plus de 26% de la surface salinisée du monde.

Les zones sèches de l'Afrique sont distribuées de façon inégale dans la région, et certaines se trouvent même dans les zones tropicales humides de l'Afrique centrale et de l'est. En Afrique, les zones sèches occupent 43% de la région.

Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.

L'ASIE ET LE PACIFIQUE ET LES FACTEURS DE CHANGEMENT



G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminal de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décideurs. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

L'Asie et la région pacifique comprennent 43 pays et plusieurs territoires avec une grande diversité de nature, d'ethnicités et de cultures. La région compte presque 4 milliards d'habitants soit 60% de la population mondiale. Désignée comme la région mondiale au développement le plus rapide, elle a depuis 2001 dépassé le taux de croissance de 5% suggéré par la Commission Brundtland de 1987.

La qualité de l'air urbain

La pollution atmosphérique et la dégradation de la qualité de l'air dans de nombreuses villes asiatiques sont le résultat d'une urbanisation rapide et de la hausse accélérée du nombre de véhicules à moteur. Le problème est encore accentué par l'intensité et l'efficacité énergétiques relativement mauvaises de la région, le manque de services de transports en commun dans de nombreuses mégalopoles ainsi que par des feux de forêt plus nombreux dans le Sud-Est asiatique. Plus d'1 milliard de personnes en Asie sont exposées à des niveaux de polluants dans l'air extérieur supérieurs aux normes de l'OMS, ce qui entraîne la mort prématurée de 500 000 personnes par an.

De nombreux pays d'Asie et du Pacifique ont traité le problème

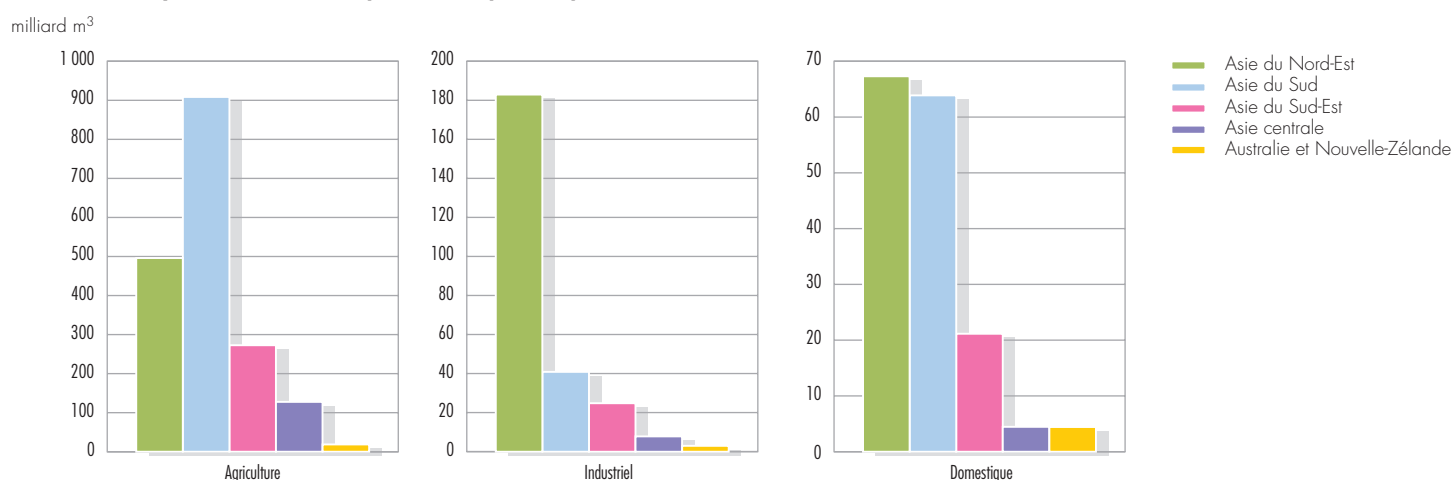
de la qualité de l'air par le biais de mesures législatives et autres. Des progrès limités ont été aussi obtenus grâce à l'utilisation d'une énergie plus propre et renouvelable mais des efforts supplémentaires sont nécessaires.

Le problème de l'eau douce

Un approvisionnement correct en eau est un défi majeur pour toutes les nations d'Asie et du Pacifique. Environ 655 millions de personnes n'ont pas accès à une eau sûre. Une utilisation excessive des eaux de surface et des aquifères souterrains, la pollution due aux usines agrochimiques, aux industries, et aux eaux usées domestiques, et une utilisation inefficace sont les causes principales du problème de l'eau. La variabilité et le changement climatique ont entraîné des variations spatiales et temporelles considérables dans les quantités d'eau de pluie disponibles. L'afflux d'eau salée représente aussi une menace grave dans l'Asie du Sud et du Sud-Est, et dans les atolls du Pacifique.

Les pays prennent de nombreuses mesures pour traiter la demande croissante d'eau salubre. Mais des approches efficaces et innovantes de l'efficacité aquatique et du contrôle

Utilisation moyenne d'eau douce par secteur pour la période 1998-2002



Source : Portail de données GEO d'après la FAO AQUASTAT 2007

de la pollution sont toujours nécessaires dans la plupart des pays.

Des écosystèmes vitaux

La région possède deux-tiers des côtes du monde et plus de la moitié de ses habitants vit dans les zones côtières. Des pressions énormes sont placées sur les écosystèmes côtiers et marins pour supporter le développement socio-économique et une demande d'énergie en hausse constante. La moitié des mangroves du monde sont situées dans la région et sont gravement menacées par le développement de l'industrie et des infrastructures, la sédimentation et les polluants. On estime que l'Asie de l'Est et du Sud déchargent respectivement 89% et 85% de leurs eaux usées non traitées directement dans la mer.

Environ 72,5% des récifs coralliens du monde sont situés en Asie et dans le Pacifique. Environ 60% des récifs coralliens de la région sont exposés à des risques liés à l'exploitation minières, aux pratiques de pêche destructives et à la hausse de la température de la surface de la mer, ce qui entraîne un blanchiment grave.

En raison de l'exploitation à grande échelle des ressources naturelles, la plupart des écosystèmes aquatiques continentaux en Asie centrale ont également été gravement endommagés.

La réponse politique courante à la destruction des écosystèmes est l'établissement de zones protégées. L'Asie du Sud-Est a protégé 14,8% de son territoire, ce qui représente une proportion supérieure à la moyenne mondiale de 2003 qui est de 12%. Dans les autres sous-régions, moins de 10% du territoire est protégé. Dans le Pacifique Sud, ainsi qu'en Indonésie et dans les Philippines, les communautés locales ou les groupes de propriétaires terriens, avec les gouvernements locaux et/ou d'autres partenaires, gèrent en collaboration 244 zones côtières désignées dont 276 zones protégées plus petites dans le cadre d'une stratégie de zones marines gérées localement (LMMA).

Utilisation des terres agricoles

En Asie centrale, la dégradation de la terre en raison de la salinisation due à de mauvaises pratiques d'irrigation se poursuit. La sécurité alimentaire est une priorité élevée pour la région, les pays ont donc pris des mesures appropriées pour surmonter le déclin de la fertilité de la terre et augmenter la production des récoltes alimentaires. Une bonne gouvernance fournit les mécanismes légaux et politiques appropriés pour gérer la propriété foncière. Elle favorise également la participation active de la société civile dans les efforts de réforme foncière et assure une distribution équitable des avantages du développement agricole. Les droits des fermières dans l'Asie du Sud et du Sud-Est sont reconnus et également protégés.

La gestion des déchets

Le modèle industriel de développement ainsi que les nouveaux styles de vie dans la région ont entraîné des changements rapides dans les modes de consommation, la génération de quantités élevées de déchets et des changements dans la composition des déchets.

La tendance actuelle de production municipale de déchets de 0,5-1,4 kg par personne par jour ne montre aucun signe de baisse. L'utilisation de décharges insalubres contamine la terre et les eaux souterraines. Le trafic illégal de déchets électroniques et dangereux pose également des défis croissants alors que la région ne possède pas la technologie et la capacité humaine adéquates pour les traiter.

Des stratégies et des systèmes plus efficaces de gestion des déchets sont requis de façon urgente au niveau national et municipal.

Plusieurs gouvernements dans la région ont récemment lancé diverses réponses politiques pour traiter le problème croissant des déchets, dont des outils basés sur le marché et des approches de *réduction*, de *réutilisation* et de *recyclage* avec l'objectif de devenir une *Société avec un cycle sain des matériaux*.

Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.



Adresse de contact
Responsable, Section Avenir de l'environnement mondial (GEO)
Division de l'alerte rapide et de l'évaluation (DEWA)
Programme des Nations Unies pour l'environnement
P.O. Box 30552 Nairobi, 00100, Kenya
Tél : +254-20-7623491 • Fax: +254-20-7623944
Email : geo.head@unep.org • Internet: www.unep.org/geo

ÉTAT ET TENDANCES - EUROPE

G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminale de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décideurs. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

Depuis le rapport Brundtland de 1987, beaucoup a été fait en matière de protection de l'environnement en Europe et réduire l'impact sur la santé d'une pollution environnementale grave. Mais si des progrès ont été faits pour séparer la croissance économique de l'utilisation des ressources et des pressions environnementales, la consommation par personne augmente régulièrement. La mauvaise qualité de l'eau et de l'air urbain, ainsi que les déchets dangereux accumulés, causent toujours de graves problèmes dans certaines parties de la région, et affectent la santé et la qualité de vie de nombreuses personnes.

La gouvernance environnementale

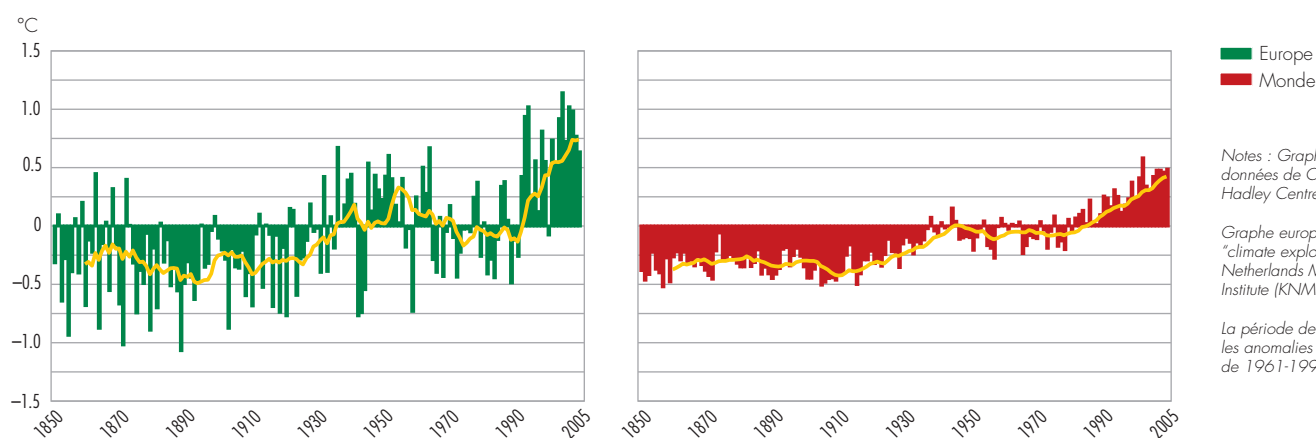
Au cours des deux dernières décennies, des progrès considérables en matière de protection et de qualité de l'environnement ont été réalisés dans toute l'Europe, en particulier dans les États membres de l'Union européenne (UE). Mais il reste divers problèmes environnementaux dans de nombreuses parties de la région, notamment des problèmes d'eau potable, de qualité de l'air urbain et de pollution industrielle. L'UE, en tant qu'organe politique régional, est devenu un responsable puissant dans la gouvernance environnementale dans une grande partie de la zone pan-

européenne, la perspective d'entrer dans l'UE étant un facteur important d'amélioration des politiques environnementales dans les pays candidats. Les politiques vont aujourd'hui au delà des solutions techniques pour essayer de traiter les modes et les causes de la consommation et de la production non durables, le "style de vie" de la société de consommation et l'empreinte écologique de l'Europe, qui affecte d'autres régions du monde.

Le changement climatique et l'énergie

Alors que l'utilisation d'énergie a augmenté à un rythme légèrement inférieur à celui de l'activité économique au cours des 15 dernières années, l'Europe n'a pas réussi à stabiliser ses niveaux de consommation d'énergie. Les émissions de gaz à effet de serre du secteur énergétique ont été réduites en Europe occidentale, mais depuis la fin des années 1990, ces émissions ont augmenté en moyenne pour l'ensemble de la région. Il existe une très nette différence en matière d'efficacité énergétique entre les parties orientales et occidentales de la région européenne. Les déviations de température moyenne en Europe ont tendance à être supérieures aux déviations mondiales. La température moyenne en Europe devrait selon les prévisions augmenter de 2,1°C à 4,4°C. Cependant, la sensibilisation croissante du public, ainsi que la hausse du prix de l'énergie,

Déviations des températures moyennes annuelles en Europe



Source IPCC

ont créé un nouveau dynamisme politique pour changer les politiques climatiques en Europe.

La consommation et la production durables

La consommation et la production contribuent à l'utilisation élevée (et souvent non durable) des ressources en Europe, en augmentant la dégradation environnementale, l'épuisement des ressources naturelles et en générant des quantités croissantes de déchets. La dépense de consommation des ménages augmente régulièrement dans toute la région, les foyers d'Europe de l'Ouest ayant des niveaux de consommation parmi les plus élevés du monde. Des progrès importants ont été accomplis pour découpler l'utilisation des ressources de la croissance économique dans la région européenne, en particulier dans de nombreux pays de l'UE. Cependant, une réduction absolue de l'utilisation des ressources n'a pas encore été atteinte et les tentatives visant à limiter les modes de consommation ont connu un succès limité, alors que les gains en matière d'efficacité sont souvent dépassés par des niveaux de consommation plus élevés.

En Europe de l'Est en particulier, les déchets accumulés depuis l'ère soviétique et les pesticides obsolètes restent des menaces environnementales graves.

Qualité de l'air et transport

Malgré les progrès accomplis dans la réduction des émissions, la pollution de l'air continue à créer des risques pour la santé humaine et l'environnement. La quantité croissante de véhicules à moteur, ainsi que les émissions dues à l'industrie, à la production d'énergie et aux foyers contribuent à la pollution de l'air.

En Europe de l'Est, la tendance récente de hausse des émissions dans l'air risque de se poursuivre en raison de la reprise économique, à l'exception du dioxyde de soufre. En Europe du Sud-Est, les émissions se stabilisent et des réductions supplémentaires sont attendues. En Europe de l'Ouest, les émissions de polluants atmosphériques baissent régulièrement grâce à une application efficace des politiques de l'UE en matière de qualité de l'air, dont l'introduction de pots catalytiques, même si les avancées ont parfois été partiellement compensées par l'augmentation du trafic routier et le nombre de voitures diesel.

Les changements dans l'utilisation de la terre et les pertes/menaces pour la biodiversité

L'intensification comme l'abandon des terres dans le secteur agricole menacent la biodiversité en Europe, en particulier dans

les zones marginales. L'avancée urbaine, le développement des infrastructures, l'exploitation forestière illégale et les incendies dus à l'homme constituent également des problèmes de plus en plus importants pour la biodiversité de la région.

L'exploitation forestière en Europe est considérée comme durable, mais des problèmes régionaux existent, notamment l'exploitation forestière illégale en Europe de l'Est et les feux de forêt dans de nombreuses parties de la région. De la surface forestière totale de l'Europe, environ 10 millions de km² (dont presque 80% en Russie), un quart est de la forêt primaire, sans indications clairement visibles d'activités humaines, la moitié est de la forêt naturelle modifiée avec une influence humaine faible, et le quart restant est fortement modifié.

Le changement climatique est une pression puissante qui devrait devenir un facteur principal de baisse de la biodiversité dans le futur, affectant la productivité, les cycles de croissance et la distribution des espèces.

Les problèmes d'eau douce : qualité et quantité

Dans de nombreuses régions d'Europe, la population a accès à une eau de qualité et à des services d'assainissement excellents, et la qualité globale de l'eau s'améliore depuis 1990, en partie grâce aux réductions de produits contaminants dans le traitement des eaux usées et les industries. Cependant, l'OMS estime que chaque année en Europe, une eau insalubre, un mauvais assainissement et une mauvaise hygiène sont la cause de 18 000 décès prématurés, de 736 000 années de vie corrigées du facteur invalidité (AVCI) et de la perte de 1,18 millions d'années de vie.

Des problèmes considérables dans la qualité de l'eau sont causés par les activités industrielles et agricoles, une mauvaise gestion de l'eau comme ressource, et les déchets des égouts. L'agriculture est non seulement responsable d'une grande partie de la pollution de l'eau, mais en plus d'environ un tiers de l'utilisation de l'eau en Europe, en particulier dans le sud.

Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.



Adresse de contact
Responsable, Section Avenir de l'environnement mondial (GEO)
Division de l'alerte rapide et de l'évaluation (DEWA)
Programme des Nations Unies pour l'environnement
P.O. Box 30552 Nairobi, 00100, Kenya
Tél : +254-20-7623491 • Fax: +254-20-7623944
Email : geo.head@unep.org • Internet: www.unep.org/geo

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminale de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décideurs. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

Le rapport GEO-4 souligne que pour l'Amérique latine et les Caraïbes, une urbanisation extensive et non planifiée, les menaces contre la biodiversité terrestre et les écosystèmes, la dégradation côtière, la pollution marine et la vulnérabilité régionale aux changements climatiques sont des priorités essentielles parmi les problèmes environnementaux majeurs de la région.

Une urbanisation non planifiée

L'Amérique latine et les Caraïbes est la région la plus urbanisée dans le monde en voie de développement. Entre 1987 et 2005, la population urbaine a augmenté de 69 à 77% de la population totale.

La pauvreté urbaine est un problème clé : 39% des familles urbaines vivent sous le seuil de pauvreté, et 54% des individus extrêmement pauvres sont urbains.

La pollution de l'air est contrôlée et mieux gérée dans des grandes villes telles que Mexico et Santiago mais elle augmente dans les petites villes et les villes moyennes, où les ressources et le contrôle des technologies pour la gestion des zones urbaines sont plus faibles.

La production et la consommation sont concentrées dans les zones urbaines, affectant les écosystèmes environnants par le biais de la déforestation, de la dégradation de la terre, de la baisse de la biodiversité, de la pollution du sol, de l'air et de l'eau, et de l'extraction de matériaux de construction.

La production de déchets solides municipaux a augmenté dans la région. Si 81% de tous les déchets municipaux solides SONT collectés, seulement 23% sont adéquatement traités.

La solution à ces problèmes est, entre autres, de chercher à utiliser des instruments économiques et d'obtenir le respect des législations environnementales, qui doivent être associées à une planification urbaine écologique et participative.

Les menaces contre la biodiversité et les écosystèmes

L'Amérique latine et les Caraïbes ont la plus grande diversité d'espèces dans le monde, dont beaucoup sont endémiques. La région héberge plusieurs des plus grands bassins fluviaux du monde. Six de ses pays (Brésil, Colombie, Équateur, Mexique, Pérou et Venezuela) sont considérés comme étant mégadivers.

Cette immense biodiversité est menacée par la destruction des habitats, la dégradation de la terre, les changements d'utilisation de la terre, la déforestation et la pollution marine. Environ 66% de la perte de forêt mondiale entre 2000 et 2005 a eu lieu dans cette région. Seules huit éco-régions en Amérique latine et dans les Caraïbes sont relativement intactes et 27 sont relativement stables. 55 sont vulnérables, 51 sont en danger et 31 éco-régions sont gravement en danger.

La zone sous protection (tant terrestre que marine UICN Catégories I-VI) a presque doublé entre 1985 et 2006 et protège maintenant 10,4% du territoire total, avec une couverture plus importante en Amérique du Sud (10,6%) et la Mésomérique (10,1%) que dans les Caraïbes (7,8%). De nouveaux efforts sont entrepris, notamment avec la création du Couloir biologique mésoaméricain, qui s'étend du sud du Mexique au Panama, et avec le programme pilote de Conservation de la forêt équatoriale brésilienne.

La paiement des services environnementaux peut être un instrument décisif pour protéger efficacement la biodiversité et des projets prometteurs sont en cours dans plusieurs pays, dont le Mexique, le Costa Rica et la Colombie.

La dégradation côtière et la pollution marine

Les menaces spécifiques contre les eaux marines de l'Amérique latine et des Caraïbes :

- Environ 86% des égouts se déversent sans être traités dans les rivières et les océans. Dans les Caraïbes, ce chiffre monte parfois jusqu'à 90%.
- Les raffineries génèrent une pollution importante dans les Grandes Caraïbes, au large du Brésil et dans le Golfe du Mexique, où les déversements d'hydrocarbures constituent un problème grave.

- Les écoulements agrochimiques sont également importants et des concentrations élevées de certains produits agrochimiques ont été trouvées dans les Caraïbes, en Colombie et au Costa Rica.
- La surpêche est un problème majeur, particulièrement dans les Caraïbes, où la biomasse de prédateurs pélagiques semble avoir été décimée.

Malgré tout ceci, la gestion intégrée des zones marines et côtières progresse, avec des efforts croissants pour établir des zones marines protégées. Mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour obtenir l'intégration de la gestion des zones côtières et des bassins fluviaux intérieurs nécessaire pour répondre à la pollution marine et côtière.

La vulnérabilité régionale au changement climatique

Les forêts tropicales en Mésoamérique et dans le bassin de l'Amazonie, les mangroves et les récifs coralliens dans les Caraïbes et autres zones tropicales, les écosystèmes montagneux dans les Andes et les zones marécageuses côtières figurent parmi les écosystèmes les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Les autres effets incluent l'expansion géographique des vecteurs de maladies infectieuses qui entraîne

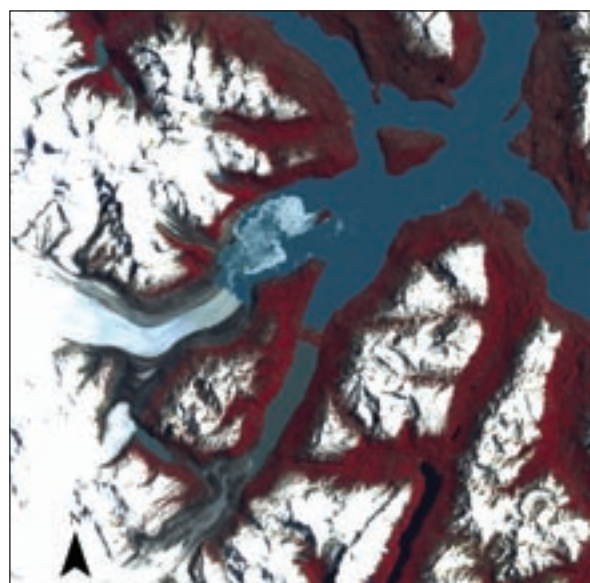
une plus grande vulnérabilité des populations à la malaria, la dengue, la fièvre jaune et la peste bubonique.

La disparition des glaciers latino-américains est une preuve particulièrement dramatique du changement climatique : la cordillère des Andes et la Patagonie montrent des signes de diminution des glaciers et une réduction des zones enneigées. La diminution des glaciers dans les Andes et l'intrusion d'eau salée en raison de la hausse du niveau des mers affecteront l'approvisionnement en eau potable ainsi que la production agricole et le tourisme.

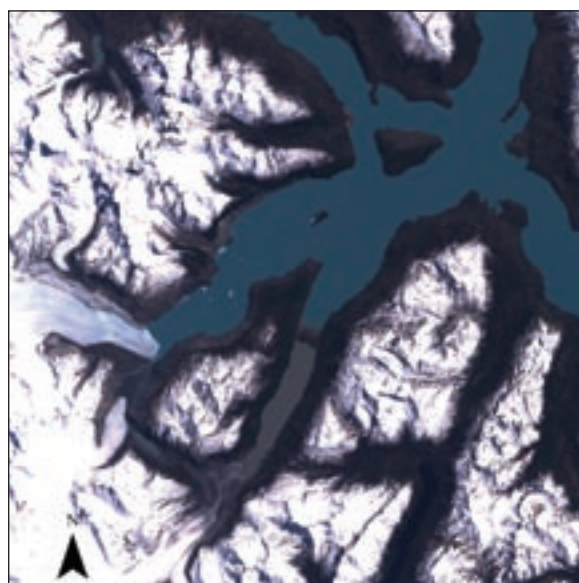
La région a des systèmes d'informations, d'observation et de contrôle, des initiatives, et des cadres politiques, institutionnels et technologiques limités pour traiter le changement climatique. Les revenus sont en général faibles et de nombreuses habitations sont situées dans des zones vulnérables. En vertu de la Convention-cadre des Nations Unies pour les changements climatiques (CCNUCC), les pays de la région ont accepté de mettre en place des mesures de réduction et d'adaptation dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'agriculture et de la gestion des déchets et d'augmenter la capacité des puits de carbone. Le Costa Rica s'est par exemple engagé à devenir neutre en carbone d'ici à 2021.

Zone de glacier qui diminue à la frontière entre l'Argentine et le Chili :

a) 1973



b) 2000



Source : Compilé d'après lansat.org

Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.

Adresse de contact

Responsable, Section Avenir de l'environnement mondial (GEO)
Division de l'alerte rapide et de l'évaluation (DEWA)
Programme des Nations Unies pour l'environnement
P.O. Box 30552 Nairobi, 00100, Kenya
Tél : +254-20-7623491 • Fax: +254-20-7623944
Email : geo.head@unep.org • Internet: www.unep.org/geo

AMÉRIQUE DU NORD

G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminale de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décideurs. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

L'énergie et le changement climatique

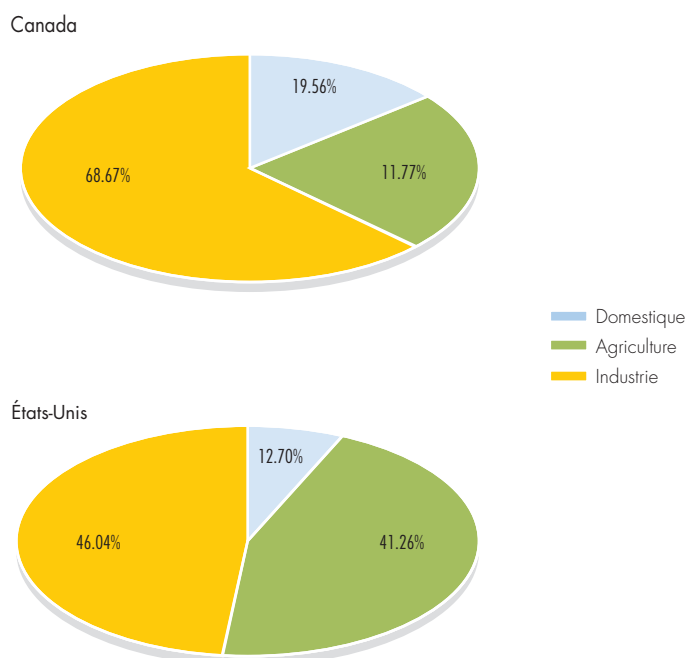
Au cours des 20 dernières années, l'Amérique du Nord a amélioré son efficacité énergétique. Cependant la consommation d'énergie totale et par habitant a augmenté depuis 1987, et la région a l'une des intensités énergétiques les plus élevées dans le monde industrialisé. Le secteur des transports aux États-Unis représente 40% de l'énergie totale utilisée dans le pays, tandis que la consommation d'énergie totale dans les transports a augmenté de 30% entre 1987 et 2004. Au cours de la décennie passée, une forte dépendance envers les combustibles fossiles a renforcé l'inquiétude concernant la sécurité énergétique des États-Unis. Le Canada est la plus importante source des importations de pétrole des États-Unis et des investissements importants ont été réalisés dans la production de sable pétrolier canadien, qui a doublé à environ 150 000 tonnes/jour entre 1995 et 2004. De plus, l'exploration pétrolière et gazière a augmenté de façon dramatique au cours des 20 dernières années. L'exploration, l'extraction, les infrastructures, la production et la distribution de combustibles fossiles ont un impact environnemental significatif dont l'émission de gaz à effet de serre, de produits de queue dangereux et d'eaux usées, la pollution atmosphérique et une altération radicale du paysage.

Le secteur de l'énergie est également un émetteur majeur de gaz à effet de serre (GES). De 1987 à 2003, les émissions de CO₂ provenant des combustibles fossiles en Amérique du Nord ont augmenté de 27,8%. Avec sa production importante de GES, l'Amérique du Nord a un impact sur le changement climatique dans d'autres régions du monde, affectant de façon disproportionnée les pays et les populations pauvres et vulnérables. De plus, on estime que la pollution atmosphérique a causé le décès prématuré de 70 000 personnes par an aux États-Unis et de 5 900 personnes au Canada au début des années 2000 et elle favorise l'asthme, qui augmente, surtout chez les enfants. D'un autre côté, la pollution atmosphérique urbaine est moins grave qu'il y a trente ans grâce à la mise en place de programmes efficaces basés sur le marché. Depuis les années 1990, les gouvernements nord-américains se sont aussi concentrés sur des mesures volontaires et technologiques, basées sur le marché, pour traiter le changement climatique, mais ils n'ont pas imposé de limites à court terme pour les émissions.

La quantité et la qualité de l'eau douce

Malgré l'apparente abondance d'eau douce en Amérique du Nord, les utilisateurs ne sont pas toujours à proximité des sources d'eau. Par exemple, avec des précipitations annuelles moyennes inférieures à 10,2 centimètres, l'ouest des États-Unis est l'une des régions les plus sèches de la terre, mais y vit environ un citoyen américain sur cinq. Les quantités d'eau limitées ont entraîné une concurrence accrue pour l'eau dans certaines régions de l'ouest de l'Amérique du Nord, les grandes plaines et le bassin des grands lacs. Les glaciers et la couverture de neige, une source importante de l'eau des prairies canadiennes, déclinent et la variabilité hydrologique devrait empirer avec le changement climatique, en exacerbant la concurrence pour l'eau dans l'agriculture, l'industrie pétrolière et gazière et les municipalités. Les États-Unis et le Canada sont les deux plus gros utilisateurs d'eau par habitant du monde.

Utilisation de l'eau en Amérique du Nord, par secteur, 2002



Source : Portail de données GEO d'après la FAO AQUASTAT 2007

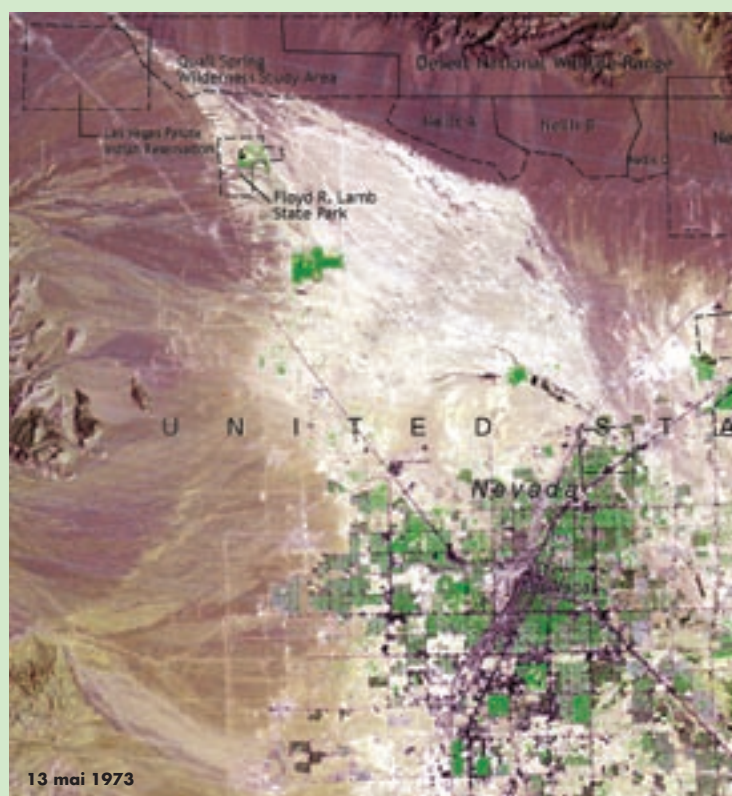
Des progrès significatifs ont été accomplis pour protéger la qualité de l'eau des sources ponctuelles de pollution, mais la contamination non ponctuelle, en particulier celle due à l'agriculture, la plus grande source de pollution de l'eau, est devenue une priorité dans les deux pays. Environ 40% des principaux estuaires des États-Unis sont hautement eutrophiques à cause d'un enrichissement en azote. Les engrais agricoles représentent environ 65% de l'azote qui entre dans le Golfe du Mexique depuis le bassin du Mississippi. En raison de l'écoulement de nutriments, le Golfe du Mexique, ainsi que la baie de Chesapeake, connaissent des zones "mortes" et une invasion importante d'algues qui tuent les poissons et détruisent l'habitat des coquillages. La contamination par l'azote a également augmenté dans les eaux douces telles que les lacs Erie et Manitoba.

Dans l'ensemble, l'eau potable en Amérique du Nord est la plus propre du monde. La région est cependant touchée par les effets sur l'eau des produits contaminants provenant des déchets urbains et agricoles, et les pathogènes présents dans l'eau potable ont causé de nombreux incidents de santé au cours de la décennie passée, causant la mise en place de nouvelles mesures dans les deux pays pour gérer les décharges de déchets.

L'extension anarchique et l'interface urbaine-rurale

L'extension urbaine anarchique, un mode d'habitation à faible densité aux alentours des villes, n'a pas baissé depuis 20 ans. Ceci a fortement contribué à une augmentation du nombre de voitures, au nombre de kilomètres parcourus et à la longueur des routes goudronnées. De plus, l'extension exurbaine, caractérisée par des blocs de grands lotissements au delà de la limite urbaine, a augmenté en créant des zones extensives d'interface rurale-urbaine où les développements exercent une pression sur les espaces ouverts, menaçant des zones naturelles (et protégées) et leurs écosystèmes. Le mélange croissant d'habitations et de forêts et herbages inflammables a contribué à une hausse du nombre d'incendies "d'interface" au cours de la décennie passée. Ces incendies détruisent les biens, menacent la vie humaine et la faune, et peuvent favoriser l'arrivée d'espèces invasives. Plusieurs états, provinces et municipalités ont créé et mis en place une stratégie de "Croissance intelligente" et d'autres stratégies qui incluent une grande diversité d'outils visant à gérer l'extension anarchique.

L'Amérique du Nord est un leader en matière de recherche et de publications environnementales. Elle intègre le public dans le processus de prise de décision et lui fournit un accès aux informations environnementales.



Extension anarchique, Las Vegas



Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.

WEST ASIA

G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

The fourth *Global Environment Outlook – environment for development (GEO-4)* assessment report is published in 2007, exactly two decades since the World Commission on Environment and Development (WCED) published its seminal report – *Our Common Future* – which placed sustainable development on the agenda of governments and other stakeholders. *GEO-4* is the most comprehensive UN report on the environment prepared by about 390 experts and reviewed by more than 1 000 others across the world.

Embargoed until after 11.30am New York time, 25 October 2007.

West Asia has paid significant attention to the environment including the enactment of environmental regulations, developing environmental and sustainable development strategies and action plans, and joining many multilateral environmental agreements. However, the continued rapid population growth, military conflicts, and unprecedented levels of development, has resulted in a significant increase in environmental challenges.

Socio-economic trends

Despite notable progress made towards achieving the Millennium Development Goals in health, education and empowerment of women over the last 20 years, 32 per cent of the total population over the age of 18 (some 36 million people) is still illiterate. Poverty has been rising since the 1980s, with rates ranging from almost zero in Kuwait to 42 per cent in Yemen. Urban population in the region is at 63 per cent, and unemployment rates above 20 per cent.

Agriculture contributes an average 30 per cent to GDP and is the main economic activity in the Mashriq and Yemen, employing more than 40 per cent of the work force. Oil is the major source of income in the Gulf Cooperation Council (GCC)

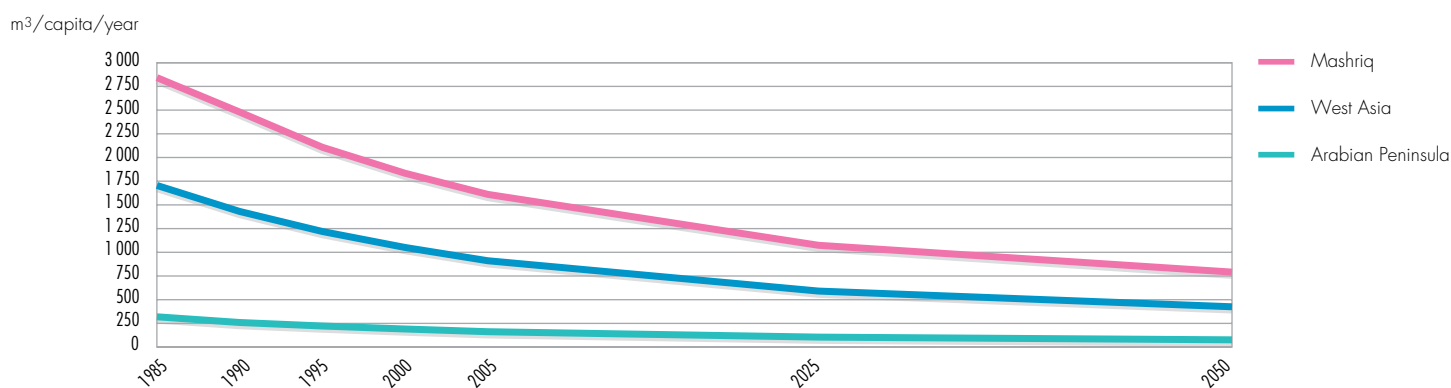
countries, representing 40 per cent of GDP, and 70 per cent of government revenues.

Economic reforms in the late 1980s and early 1990s, and the temporary recovery of oil markets lead to some economic stabilization during the 1990s. Real economic growth picked up since 2002, with a sharp increase in oil prices, particularly in the GCC countries. The main challenge is that governments have yet to integrate the environment in social and economic development.

Freshwater

West Asia is one of the world's most water-stressed regions. Between 1985 and 2005, per capita freshwater availability fell from 1 700 to 907 cubic metres/year; and will decline to 420 m³/year by 2050. The Mashriq relies mainly on surface water and, to a lesser extent, on groundwater, while the Arabian Peninsula relies mainly on groundwater and desalinated water; both sub-regions are increasingly using treated wastewater. More than sixty per cent of surface water originates from outside the region and the issue of shared water resources is a major determinant of regional stability.

Trends and projections in per capita freshwater availability



Source: UNESCWA and UNDP

The agricultural sector accounts for more than 80 per cent of total water used. In the Mashriq, the health impacts of poor water quality are a major concern.

Recently, most countries have shifted towards integrated water management and protection approaches. Water policy reforms focus on decentralization, privatization, demand management, conservation and economic efficiency, improved legal and institutional provisions, and public participation.

Land degradation and desertification

About 64 per cent of West Asia's 4 million square kilometre land is drylands and prone to degradation. Just over 8 per cent of the land is cultivated. Historically, land has provided the population with ample food. Over the last 20 years, however, a 75 per cent increase in population has spurred the demand for commodities and land. Increased pressures resulted in land degradation in most of the countries, with 79 per cent of the land degraded at the beginning of the 21st century, with 98 per cent of it caused by humans.

Forests occupy 1.34 per cent (5.1 million ha) of the region's total area, less than 0.1 per cent of the world's total forested area. Many countries have developed National Action Plans to combat desertification, and joined international treaties to combating desertification and protecting biodiversity and forests.

Coastal and marine environments

Coastal and marine areas in West Asia are threatened by rapid coastal development of residential towns, resorts and recreational projects, land reclamation, industry, oil pollution, chemical contamination, water desalination, discharge of micro-organisms and over-fishing.

Recently, countries have introduced tools such as environmental impact assessments and adopted integrated coastal zone management plans. West Asia has more than 30 marine reserves and is signatory to 18 regional and international agreements related to coastal and marine environments.

Urban environment

Over the past two decades, West Asia has witnessed intense urbanization, resulting in higher demand for water and energy, waste management challenges, deterioration of air quality, and expansion of slum areas, especially in Mashriq countries. Per capita solid waste in the GCC ranges between 0.73 and 1.40 kg/person/day, compared to 0.61 and 0.86 kg/person/day in the Mashriq.

Energy

The energy sector is a primary driver of both economic development and environmental degradation. The region produces about 23 per cent of global oil and about 8.7 per cent of global gas production. Per capita energy consumption in the region varies greatly between oil producing countries and non-oil producers. Average per capita CO₂ emissions increased from 6 to 7.2 tonnes between 1990 and 2003.

Some countries have developed energy efficiency codes and standards in the areas of buildings, home appliances, waste, and energy, and have introduced legislation and monitoring of air pollution.

Peace, security and the environment

Armed conflict in West Asia is affecting human well-being, and resulting in the degradation of natural resources and ecological habitats. In Iraq, deterioration in health services and environmental health conditions has resulted in increased non-violent death rates. There is also concern over depleted uranium used in the 1991 and 2003 wars. The Lebanon-Israeli war in 2006 resulted in a major oil spill along the Lebanese-Syrian coast, and raised concern over human health from air and water pollution. The successive wars in the region have increased the number of refugees and internally-displaced people to about 4 million.

Sources and credits for the information presented here are available and fully referenced in the **Fourth Global Environment Outlook - environment for development** report.



Contact Address

Head, Global Environment Outlook (GEO) Section
Division of Early Warning and Assessment (DEWA)
United Nations Environment Programme (UNEP)
P.O. Box 30552 Nairobi, 00100, Kenya
Tel: +254-20-7623491 • Fax: +254-20-7623944
Email: geo.head@unep.org • Internet: www.unep.org/geo

VULNÉRABLE DANS UN MONDE D'ABONDANCE



G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminale de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décideurs. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

La vulnérabilité humaine aux changements environnementaux et les opportunités que l'environnement fournit pour le développement et le bien-être humain figurent parmi les sujets analysés dans ce rapport *GEO-4*. La vulnérabilité et le bien-être humains sont d'un intérêt particulier pour les gouvernements et la communauté internationale alors que nous sommes à mi-chemin pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en 2015, la première année cible dans la mise en place des OMD.

Malgré des améliorations significatives du bien-être humain au cours des 20 dernières années, avec des progrès en matière de revenus, d'alimentation, de santé, de gouvernance et de paix, de nombreux défis persistent. Des millions de personnes dans le monde entier sont pauvres et dépourvues des ressources essentielles courantes chez les riches.

La vulnérabilité

Une caractéristique intrinsèque de la vulnérabilité est le risque qui pèse sur les personnes et/ou les écosystèmes. Ce risque peut être dû à la sécheresse, les inondations, la variabilité et les changements climatiques, les conflits et les changements de prix extrêmes. La vulnérabilité tient compte de l'exposition et de la sensibilité des personnes aux effets d'événements de ce type et leur capacité à résister et à s'adapter. Un élément complémentaire de la résistance et de l'adaptation est la résilience, qui désigne la capacité à revenir à la situation de référence.

L'analyse de la vulnérabilité est largement utilisée pour identifier les personnes et les écosystèmes qui peuvent souffrir le plus de la variabilité et des changements environnementaux et/ou induits par l'homme. Elle identifie également les causes et est utilisée pour développer des recommandations de politique pertinentes pour les décideurs sur les façons de réduire la vulnérabilité et de s'adapter au changement. Elle est devenue un aspect central des études sur l'insécurité alimentaire, la pauvreté, les moyens de subsistance et les changements climatiques.

Le rapport *GEO-4* identifie les grandes tendances représentatives de vulnérabilité environnementale et socio-économique. Les

schémas de vulnérabilité donnés comme études de cas dans ce rapport montrent que la vulnérabilité se retrouve dans tous les contextes géographiques et économiques. Les pauvres, les indigènes, les femmes et les enfants sont les plus vulnérables.

La pauvreté est un facteur essentiel de vulnérabilité humaine et de la capacité des personnes à résister, s'adapter et être résilientes. La pauvreté réduit la capacité des personnes à répondre et à s'adapter aux changements environnementaux. Les pauvres souffrent plus que les riches lorsque l'eau, la terre et l'air sont dégradés et pollués. Les changements climatiques et la dégradation de l'environnement augmentent la fréquence et l'impact des catastrophes naturelles, telles que la sécheresse, les inondations, les glissements de terrain et les feux de forêt, qui conduisent souvent à la perte de terre, à l'insécurité alimentaire et à la migration.

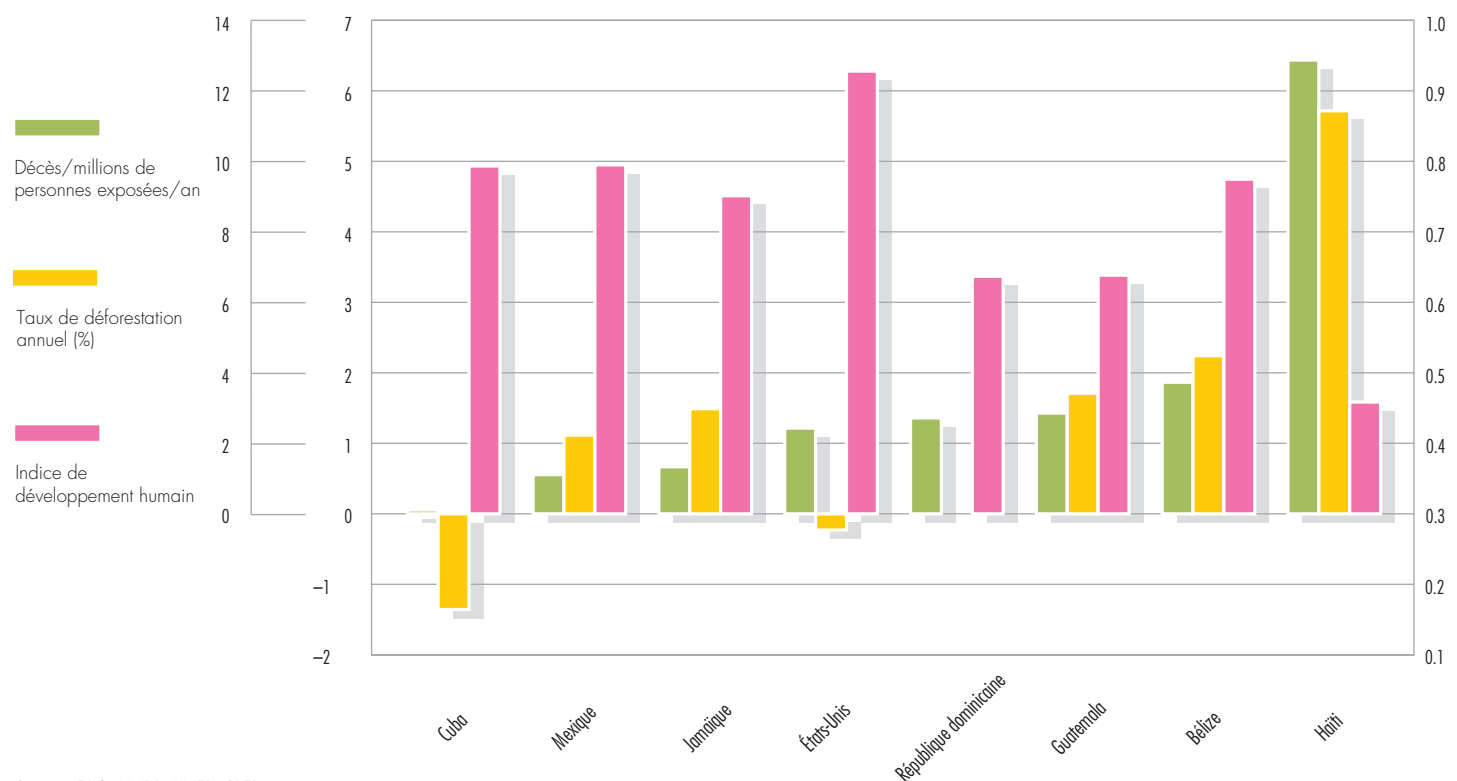
Si les régions ont progressé pour atteindre le premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1) de réduction de la pauvreté et de la faim, beaucoup n'atteindront pas les cibles de 2015. Dans les pays en voie de développement, la grande pauvreté, c'est-à-dire les personnes vivant avec moins de 1 dollar/jour, est passée de 28% en 1990 à 19% en 2002. Les chiffres actuels ont baissé de 1,2 milliards à un peu plus d'1 milliard en 2002.

Même si les taux de mortalité pour les moins de cinq ans se sont considérablement améliorés, plus de 10 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent toujours chaque année, dont 98% dans les pays en voie de développement. Environ 3 millions meurent en raison d'environnements insalubres.

Les conflits, la violence et la peur de la persécution déplacent régulièrement de grandes populations civiles, en forçant des millions de personnes à aller dans des zones économiques et écologiques marginales au sein des pays ou en traversant les frontières internationales. Plus de 8 millions de personnes sont mortes directement ou indirectement des conséquences de la guerre en Afrique depuis 1960.

Au cours des 20 dernières années, les catastrophes naturelles ont fait plus de 1,5 millions de morts, et affecté plus de 200

Les décès causés par les ouragans dans les Caraïbes



Source : FAO, UNDP, UNEP, CRED

millions de personnes par an. L'un des principaux facteurs de hausse de la vulnérabilité aux dangers est le changement climatique mondial. Entre 1992 et 2001, les inondations ont été la catastrophe naturelle la plus fréquente, faisant presque 100 000 victimes et affectant plus de 1,2 milliards de personnes dans le monde. Plus de 90% des personnes exposées aux catastrophes vivent dans les pays en voie de développement et plus de la moitié des décès qui en résultent se produisent dans les pays avec un indice de développement humain faible.

L'"export de la vulnérabilité" consiste à faire baisser la vulnérabilité de certains, par exemple en externalisant la production énergétique, alimentaire et industrielle, ce qui peut faire augmenter l'efficacité dans certaines régions aux dépens d'autres en déplaçant les impacts. En Europe par exemple, la délocalisation d'industries hautement polluantes vers les pays d'Europe de l'Est contribue à une utilisation d'énergie plus élevée par unité de production industrielle là-bas, tout en améliorant l'efficacité énergétique et en réduisant les émissions polluantes en Europe de l'Ouest.

La poursuite de la dégradation de l'environnement dans toutes les régions déplace injustement les problèmes vers les générations

futures et contredit le principe d'équité intergénérationnelle.

Opportunités

L'environnement fournit des opportunités pour atteindre les OMD, et pour améliorer le bien-être grâce aux divers biens et services qu'il fournit. L'amélioration du bien-être humain est au cœur du développement. Il ne s'agit pas uniquement d'un impératif moral, mais aussi d'un aspect essentiel des droits de l'homme fondamentaux, essentiel pour réduire la vulnérabilité et parvenir à une utilisation durable de l'environnement.

L'autonomisation des femmes contribue non seulement à un objectif partagé d'équité et de justice, mais correspond aussi à un choix sensé au niveau économique, social et environnemental, qui réduit la vulnérabilité. Pour réduire la vulnérabilité, la gouvernance doit être intégrée du niveau local au niveau mondial, dans plusieurs secteurs, et sur une durée plus longue pour l'élaboration de politiques.

La pauvreté doit être traitée dans tous les pays si l'on veut réduire la vulnérabilité aux changements environnementaux et socio-économiques.

Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.

LES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN VOIE DE

G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminale de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décideurs. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

Le changement climatique est un défi mondial majeur dont les impacts visibles sont déjà évidents. Les petits États insulaires en développement (PEID) sont beaucoup plus vulnérables aux effets du changement climatique qui peuvent affecter négativement non seulement le bien-être de ses habitants mais également l'existence même de ces États. Les indices de vulnérabilité environnementale (IVE) pour 47 PEID montrent qu'aucun n'est résilient et que presque trois quarts sont hautement ou extrêmement vulnérables.

Les PEID sont situés dans les océans Pacifique, Indien et Atlantique et les mers des Grandes Caraïbes et de Chine du Sud. 6 PEID sont en Afrique, 23 en Amérique latine et dans les Caraïbes et 22 en Asie et dans le Pacifique.

Les défis au bien-être humain dans les PEID

Les recherches du Panel intergouvernemental pour les changements climatiques (PICC) indiquent que les effets du réchauffement mondial incluent la hausse du niveau des mers, l'augmentation des précipitations, des pluies et des vents plus forts liés aux ouragans, des sécheresses et des inondations plus prononcées liées au phénomène El Niño, une baisse de la quantité d'eau stockée dans les glaciers et une diminution de la productivité des récoltes et du bétail. Pour les PEID, ces effets peuvent être dévastateurs.

La hausse du niveau des mers menace déjà la sécurité des communautés et des villes situées dans des zones côtières basses dans des pays tels que le Bangladesh, la Chine, l'Inde, le Myanmar, la Thaïlande et les îles États du Pacifique-Sud. Les personnes les plus exposées au danger sont celles qui vivent sur des atolls et des îles basses et dans les communautés côtières à haut risque avec des habitations et des infrastructures inférieures aux normes. Dans certains cas extrêmes, l'émigration et l'installation hors des frontières nationales devrait être envisagée, ce qui entraînerait aussi une perte de souveraineté.

Les moyens de subsistance affectés incluent ceux dépendant des ressources naturelles sensibles au climat, dont l'agriculture de subsistance et commerciale et le tourisme côtier. Les estimations

montrent que le blanchiment du corail réduira le PIB futur de 40-50% d'ici 2020 dans les petites îles du Pacifique.

Les PEID doivent également affronter la baisse de la biodiversité et les effets sur l'agriculture des espèces étrangères invasives. Les effets de la dégradation et de la surexploitation dues aux activités humaines endommagent des ressources telles que les récifs coralliens, les lits d'algues et les mangroves qui fournissent une protection côtière naturelle et constituent la base de la subsistance et d'activités commerciales.

La détérioration de l'accès aux ressources a entraîné une concurrence croissante au niveau communautaire, national et régional, bien que les pressions varient d'un endroit à un autre. Il existe des problèmes supplémentaires, dont des pressions sociales résultant de la propriété coutumière des ressources et de la sécurité des titres fonciers.

Le changement climatique devrait exacerber les problèmes de santé, dont les maladies liées à la chaleur, le choléra, la dengue et l'empoisonnement aux biotoxines.

Opportunités

- Il est urgent d'intégrer les problèmes climatiques dans la planification du développement, surtout dans des secteurs tels que l'énergie, les transports, l'agriculture, les forêts et les infrastructures, au niveau tant des politiques que de leur mise en place.
- De même, les politiques facilitant l'adaptation aux changements climatiques dans les secteurs vulnérables, tels que l'agriculture, sont cruciaux pour minimiser les effets négatifs.
- L'adaptation implique d'améliorer les systèmes d'alerte rapide, de rendre l'économie plus indépendante du climat, de passer d'un paradigme de "contrôle de la nature" à un paradigme de "travail avec la nature". Alors que des options d'adaptation sont déjà mises en place dans les PEID, des stratégies spécifiques offrent des possibilités d'adaptation plus efficaces, notamment l'utilisation des connaissances traditionnelles

basées sur les conditions régionales ou culturelles typiques. Le recours à des techniques traditionnelles de conservation des aliments, par exemple enterrer ou fumer les aliments pour les utiliser pendant les périodes de sécheresse, peut par exemple améliorer la sécurité alimentaire dans les zones rurales, tandis que les matériaux et les modes de construction traditionnels peuvent contribuer à limiter les dégâts subis par les infrastructures et les pertes dues aux catastrophes naturelles.

- Les transformations des structures économiques et sociales, avec une large participation des responsables, vers des sociétés pauvres en carbone, sont essentielles.
- Les évaluations de la vulnérabilité et de l'adaptation doivent être intégrées davantage dans les politiques nationales et les activités de développement à tous les niveaux.



La hausse du niveau des mers menace la sécurité des communautés et des villes situées dans les zones côtières basses.

Associer la protection marine et la régénération des ressources dans la conservation basée sur la communauté à Fidji

Les ressources marines côtières dans de nombreuses parties de Fidji souffrent de la surpêche due à la pêche commerciale et à la pêche de subsistance. Ces pratiques ont beaucoup affecté les communautés rurales, environ la moitié de la population de Fidji de 900 000 habitants, qui dépend des ressources marines collectives pour sa subsistance. La sécurité et l'accessibilité alimentaires ont été réduites. Les femmes qui glanent dans les champs de boue, par exemple, doivent déployer plus d'effort pour pêcher des espèces de subsistance telles que les clams. Environ 30-35% des foyers ruraux à Fidji vivent en dessous du seuil de pauvreté national.

Pour faire face à ces problèmes, les Fidjiens ont créé des espaces marins gérés localement (LMMA) et renforcé la gestion des ressources marines traditionnelles pour reconstituer le stock marin. Les communautés travaillent avec les *qoliqoli* (des zones avec des droits de pêche coutumiers officiellement reconnus), en imposant la fermeture temporaire de ces zones de pêche et des zones *tabu* (pas de pêche pour certaines espèces). Les communautés mettent en général de côté 10-15% des eaux de pêche du village pour protéger la fraie et les zones surexploitées et permettre la régénération des ressources. Les communautés reçoivent une expertise technique externe, mais ce sont elles qui prennent les décisions, et une LMMA est donc très différente d'une réserve marine ou d'une zone marine protégée. Les espèces locales très prisées, dont le homard des mangroves, ont augmenté jusqu'à 250% par an, avec un effet de déversement allant jusqu'à 120% hors de la zone *tabu* dans le village d'Ucunivanua. L'établissement des LMMA a augmenté le revenu des foyers et amélioré l'alimentation.

En conséquence du succès des LMMA de Fidji, les villageois ont augmenté la pression sur le gouvernement pour rendre la propriété juridique des 410 *qoliqoli* du pays à leurs propriétaires traditionnels.

Source : VVRI

Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.

LIENS - UNE GOUVERNANCE POUR LA DURABILITÉ

G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K



Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminale de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décideurs. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

La Terre fonctionne comme un système : l'atmosphère, la terre, l'eau, la biodiversité et la société humaine sont toutes liées dans un réseau complexe d'interactions et de réactions. Les défis concernant l'environnement et le développement sont liés par delà les frontières géographiques, institutionnelles et thématiques par des processus sociaux et environnementaux.

Les changements environnementaux et les défis de développement sont causés par les mêmes ensembles de facteurs.

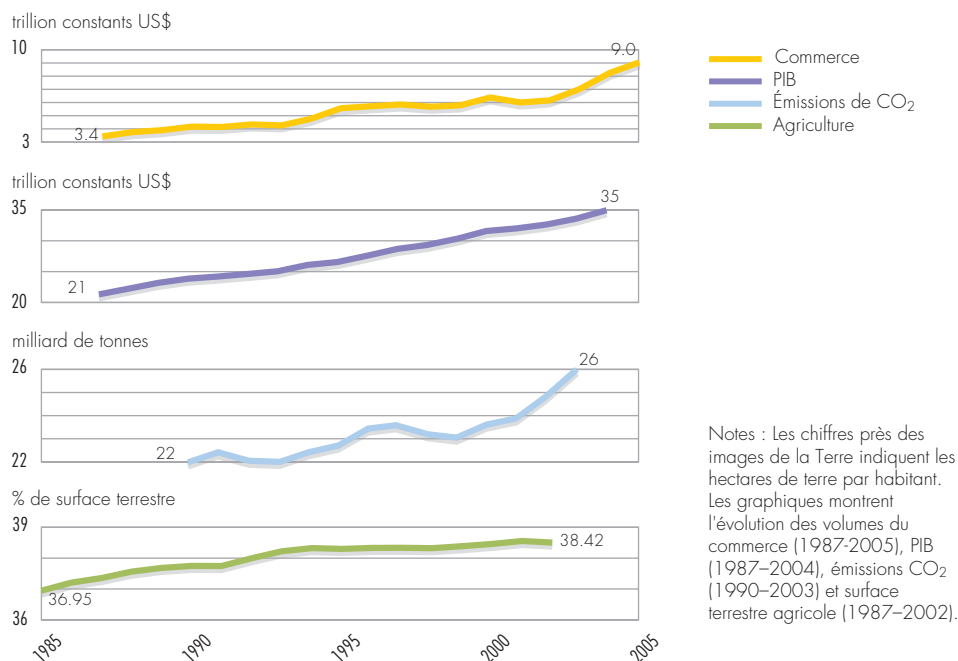
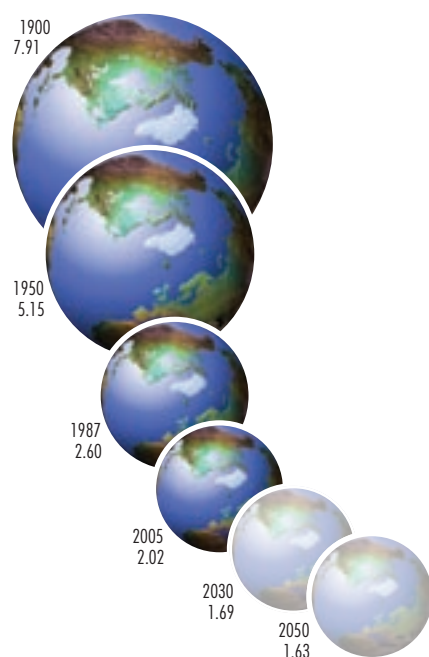
Ils incluent les changements démographiques, les processus économiques, les innovations scientifiques et technologiques, les modes de distribution, et les processus culturels, sociaux, politiques et institutionnels. Depuis le rapport Brundtland de 1987, ces facteurs sont devenus plus dominants. Par exemple, la population mondiale a augmenté de 34% et le commerce mondial a été multiplié par 2,6.

Le schéma ci-dessous, *Notre Terre "qui diminue"* illustre les pressions sur l'environnement.

La responsabilité des facteurs qui créent des pressions sur l'environnement n'est pas également distribuée dans le monde.

Les processus économiques sont un bon exemple. En 2004, le revenu annuel total des presque 1 milliard de personnes vivant dans les pays les plus riches était presque 15 fois supérieur à celui des 2,3 milliards vivant dans les pays les plus pauvres. La même année, les pays de l'Annexe 1 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) représentaient 20% de la population mondiale, produisaient 57% du PIB mondial basé sur la parité des pouvoirs d'achat et 46% des émissions de gaz à effet de serre (GES). La part de l'Afrique dans les émissions de gaz à effet de serre était de 7,8 %.

Notre Terre "qui diminue"



Sources : FAOSTAT 2006, Chapitre 9 projection de la population, OMC 2007, portail de données GEO compilé à partir de UNDP 2007-estimation basse, Banque mondiale 2006a, UNFCCC-CDIAC 2006 et FAOSTAT 2004

Une seule forme d'activité humaine peut avoir plusieurs effets sur l'environnement et affecter le bien-être humain de nombreuses façons.

Les émissions de dioxyde de carbone, par exemple, contribuent à la fois au changement climatique et à l'acidification des océans. De plus, la terre, l'eau et l'atmosphère sont liées de nombreuses façons, particulièrement par les cycles du carbone, des nutriments et de l'eau, ce qui fait qu'une forme de changement en entraîne une autre.

Les systèmes sociaux et biophysiques sont dynamiques et caractérisés par des seuils, des décalages temporels et des boucles de réaction.

Les seuils, également appelés parfois points de basculement, sont courants dans les systèmes de la Terre, et représentent le point de changement soudain, abrupt ou accéléré et potentiellement irréversible causé par des événements naturels ou des activités humaines. Des exemples de seuils dépassés en raison d'activités humaines soutenues incluent : la diminution des stocks de pêche, l'eutrophisation et la privation d'oxygène (hypoxie) dans les systèmes aquatiques, l'émergence de maladies et d'organismes nuisibles, la disparition d'espèces et les changements climatiques régionaux. Les systèmes biophysiques et sociaux ont également tendance à continuer à changer, même si les forces qui ont causé le changement initial sont supprimées comme le montre le système climatique, la baisse de l'ozone stratosphérique et la disparition des espèces.

La complexité des systèmes humains-écologiques, et les limites de notre connaissance actuelle de la dynamique de ces systèmes, font qu'il est difficile de prédire précisément les seuils critiques.

Ces seuils critiques sont les points auxquels une activité cause un niveau inacceptable de dégâts, par exemple en terme de changements écologiques, et exige une réponse. Cette incertitude fait qu'il est aussi difficile d'identifier les mesures nécessaires pour empêcher de dépasser ces seuils critiques. Ceci est un problème significatif pour le bien-être humain, car les exemples passés montrent que le dépassement de certains seuils peut contribuer à un bouleversement catastrophique des sociétés.

L'identification des liens permet de fournir des réponses plus efficaces au niveau national, régional et global.

Elle peut faciliter la transition vers une société plus durable. Elle fournit la base pour appliquer des mesures là où elles sont le plus efficaces, sur la base de compromis entre les différents intérêts de la société, de façon complémentaire. La prise en considération des liens entre les défis environnementaux peut faciliter un respect plus efficace des traités parmi les plus de 500 accords environnementaux multilatéraux qui existent.

La collaboration entre les régimes de gouvernance actuels peut renforcer l'intégration des problèmes environnementaux dans un programme de développement plus large.

Des possibilités significatives en ce sens sont offertes par le processus de réforme de l'ONU, en raison de son insistance particulière sur la cohérence de l'intégralité du système dans le domaine de l'environnement et de l'approche "Une seule ONU" au niveau des pays. Une approche d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques qui considère ses liens avec d'autres défis environnementaux et de développement peut potentiellement traiter simultanément de multiples défis liés à l'environnement et au développement.

Des approches de gouvernance flexibles, collaboratives et basées sur le savoir peuvent être réactives et adaptatives, et mieux capables de traiter les défis d'intégration de l'environnement et du développement.

De telles approches de gouvernance adaptatives sont bien placées pour traiter des liens complexes et gérer l'incertitude et les périodes de changement. Elles devraient avoir comme résultat une évolution incrémentale et économique des structures institutionnelles et réduire le besoin de restructuration institutionnelle plus fondamentale. Les outils pour traiter les liens, tels que les appréciations, les techniques d'évaluation, et les approches de gestion intégrées peuvent être rendues plus accessibles aux décideurs.



McPHOTO/Still Pictures

Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.

LE FUTUR DE NOTRE ENVIRONNEMENT AUJOURD'HUI



G L O B A L E N V I R O N M E N T O U T L O O K

Le quatrième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial "L'environnement pour le développement" (GEO-4) est publié en 2007, exactement 20 ans après la publication du rapport séminale de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) – Notre futur commun – qui a placé le développement durable dans les programmes des gouvernements et autres décideurs. GEO-4 est le rapport de l'ONU le plus complet sur l'environnement, préparé par environ 390 experts et révisé par plus de 1 000 autres partout dans le monde.

Embargo jusqu'à 11h30, heure de New York, 25 octobre 2007.

Quatre scénarios – *Les marchés en premier*, *la politique en premier*, *la sécurité en premier* et *la durabilité en premier* – explorent le futur commun de la société en terme d'environnement et l'impact de nos choix de style de vie et de nos réponses politiques pour faire face à divers défis. Ils étudient comment les tendances sociales, économiques et environnementales actuelles peuvent évoluer selon différents chemins de développement dans le futur, et les effets potentiels sur l'environnement, le bien-être humain et le développement.

- **Les marchés en premier** n'accorde qu'une importance minimale au développement durable selon les idéaux de la Commission Brundtland, l'Agenda 21 et autres décisions politiques majeures. Ce scénario se concentre étroitement sur la durabilité des marchés plutôt que sur le contexte plus large du système humain-environnement.
- **La politique en premier** introduit certaines mesures destinées à favoriser un développement durable, mais les tensions entre les politiques environnementales et économiques penchent en faveur des considérations sociales et économiques.
- **La sécurité en premier** est centré sur les intérêts d'une minorité : riche, nationale et régionale. Ce scénario ne met en avant le développement durable qu'afin de maximiser l'accès à, et l'utilisation de, l'environnement par les puissants.
- **La durabilité en premier** accorde une importance égale aux politiques environnementales et socio-économiques, à la responsabilisation, et ce scénario souligne la transparence et la légitimité dans tous les secteurs. Il insiste sur le développement de partenariats efficaces entre le public et le privé non seulement dans le cadre de projets mais aussi dans le domaine de la gouvernance, en s'assurant que les acteurs de tout le spectre du discours environnement-développement fournissent des éléments stratégiques pour l'élaboration et la mise en place des politiques.

Changements démographiques et économiques

La population mondiale continue à augmenter dans chacun des scénarios. Elle atteint son plus haut niveau, environ 9,7 milliards d'ici 2050 dans *La sécurité en premier*. Dans *La durabilité en premier*, il y a un peu moins de 8 milliards de personnes d'ici 2050, avec peu de croissance supplémentaire prévue. *La politique*

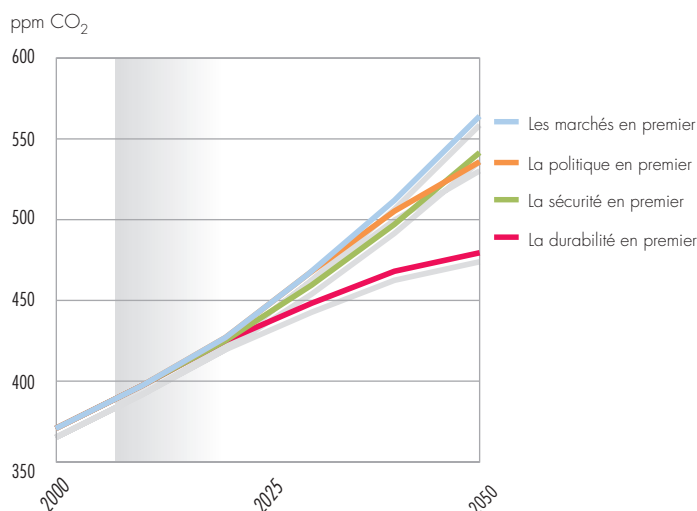
en premier et *Les marchés en premier* voient la population mondiale atteindre environ 8,6 et 9,2 milliards, respectivement.

L'activité économique mondiale augmente de façon significative au cours de la période considérée, particulièrement dans les scénarios *Les marchés en premier* et *La politique en premier*, qui voient tous les deux le PIB mondial multiplié par cinq environ. Dans *La sécurité en premier*, il y a presque un triplement de l'activité économique.

L'énergie

Une augmentation de l'utilisation mondiale d'énergie est prévue dans tous les scénarios, causée principalement par une utilisation intensive d'énergie dans les pays à faible revenu. Cependant, l'utilisation d'énergie par habitant dans les pays à revenu élevé reste à un niveau nettement supérieur à celui des pays à faible revenu. La consommation d'énergie primaire dans *La politique en premier* et *La sécurité en premier* augmente d'environ 400 EJ en 2000 à 600–700 EJ en 2030 et environ 800–900 EJ en 2050. En terme de mélange énergétique, les combustibles fossiles continuent à dominer l'approvisionnement en énergie dans les quatre scénarios.

Concentration atmosphérique de CO₂



Source : Résultats de modélisation IMAGE

La terre

Dans tous les scénarios, l'utilisation de la terre pour l'agriculture traditionnelle, les cultures alimentaires, le pâturage et le fourrage, augmente le plus dans les régions où la terre arable est toujours disponible, notamment en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes. La production alimentaire globale augmente dans les quatre scénarios, mais la quantité d'aliments disponible par habitant est aussi influencée par les différents taux de croissance de la population. Des augmentations significatives sont observées dans *Les marchés en premier*, *La politique en premier* et *La durabilité en premier*, ce dernier scénario atteignant des niveaux mondiaux 10% et 5% supérieurs aux deux premiers, respectivement. Dans *La sécurité en premier*, la production alimentaire parvient à peine à se maintenir au niveau de la croissance de la population après 2020, avec l'amorce d'une baisse attendue aux alentours de 2040, celle d'Afrique se produisant bien plus tôt.

L'eau

L'augmentation de la population et de la demande d'eau détermine le nombre de personnes vivant dans des bassins fluviaux avec des problèmes d'eau graves. Dans *Les marchés en premier*, la population affectée passe d'environ 2,5 milliards de personnes en 2000 à presque 4,3 milliards de personnes en 2050. En vertu de *La politique en premier*, la population mondiale vivant avec un problème d'eau grave augmente de 40% à presque 3,9 milliards de personnes.

La population vivant dans des bassins fluviaux avec de graves problèmes d'eau dépasse les 5,1 milliards de personnes dans *La sécurité en premier*. L'évolution du scénario *La durabilité en premier* concernant l'utilisation de l'eau, conjuguée à des taux de croissance de la population moins élevés, entraîne des réductions significatives des problèmes d'eau dans de nombreux bassins fluviaux, mais s'élève toujours à 3,6 millions de personnes dans le monde.

La biodiversité

Dans tous les scénarios et toutes les régions, la biodiversité mondiale continue à être menacée, avec des implications importantes pour les services des écosystèmes et le bien-être humain. Toutes les régions continuent à connaître une baisse de la biodiversité terrestre dans chacun des scénarios. Les pertes les plus importantes sont observées dans *Les marchés en premier*, suivi de *La sécurité en premier*, *La politique en premier* et *La durabilité en premier* pour la plupart des régions. L'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes connaissent les pertes les plus importantes de biodiversité terrestre d'ici 2050 dans tous les scénarios, suivies de l'Asie et du Pacifique.

Les messages politiques

Dans *Les marchés en premier* et *La sécurité en premier*, des progrès limités sont observés pour intégrer les principes du développement durable. Des progrès importants sont accomplis dans *La politique en premier* et *La durabilité en premier*. Les populations globales plus importantes dans *Les marchés en premier* et *La sécurité en premier*, ainsi que les distributions de revenu plus inégales impliquent une quantité plus élevée de personnes vivant dans les bidonvilles. Le manque relatif de politiques spécifiques pour traiter leurs problèmes indique également les moindres progrès accomplis pour améliorer la vie de ces groupes.

Les scénarios indiquent les risques et les possibilités du futur. Les éléments particulièrement significatifs sont les risques de dépassement des seuils, la détérioration des relations entre les humains et l'environnement, et le besoin de tenir compte des liens pour parvenir à un développement plus durable.

Les marques du changement mondial sont visibles dans la vie, le développement des villes aux dépens de la campagne, les manifestations du changement climatique avec des hivers plus chauds et des vagues de chaleur plus graves, et la présence de polluants humains dans des régions éloignées du monde. L'évolution de nombreux indicateurs clés pourrait ralentir vers le milieu du siècle. Les changements se poursuivent, mais la vitesse de changement décline, indiquant une transformation potentielle des relations entre les humains et l'environnement.



Les sources et crédits des informations présentées ici sont disponibles et intégralement référencées dans le quatrième rapport GEO, L'environnement pour le développement.